

La crise entre le Zaïre et la Belgique.

Depuis la création de la Belgique, la Société Générale a toujours eu un représentant direct ou indirect dans les gouvernements, ainsi que d'autres sociétés telles que la KB, la BBL... en confondant l'intérêt national avec leurs patrimoines, (on y trouve une similitude entre Mobutu et l'état zaïrois; bien de nos ministres, VDB en tête, ont élevé leur fortune comme Mobutu). Le groupe Suez voudrait prendre cette place. Les socialistes, une partie importante du capitalisme à dominante belge et les trusts autres que français ne veulent pas d'un ministre d'obédience française, un tel ministre pourrait par exemple imposer l'achat de d'avions Mirage plutôt que d'avions américains.

La Société Générale représente à elle seule près de 50% de l'économie belge, et sa puissance est antérieure à la colonisation; elle a bâti sa fortune sur l'exploitation sans vergogne des travailleurs belges et immigrés, elle a additionné par après l'exploitation des Congolais, des Ruandais et des Burundais. Les travailleurs de Belgique et colonisés ne se sont jamais identifiés à leurs exploiters. Bien sûr, les médias nous disent le contraire. Cela est tout à fait normal de leur part, ils appartiennent ou ils sont tributaires des grandes sociétés citées plus haut. Nous l'avons encore bien remarqué dans l'émission de José Dubié à la RTBF, qui a escamoté le rôle de ces sociétés dans l'histoire contemporaine, et présenté faussement les protagonistes, en disant qu'il y a d'un côté Mobutu et le Zaïre, de l'autre les Belges.

Le Zaïre a un sous-sol très riche en minerais et pierres précieuses, l'exploitation en est très aisée. Les sociétés belges, notamment la Générale, ont dû abandonner leur monopole, après l'indépendance, au profit de trusts étrangers et ce qui a été acquis par l'Etat ou par des citoyens zaïrois fut rapidement conduit à la ruine. Les revenus octroyés par les trusts suffisaient amplement à entretenir la caste au pouvoir en lui enlevant en échange sa capacité d'agir comme une bourgeoisie industrielle, la seule capacité que cette caste peut avoir, c'est d'élever la corruption au niveau de l'état tout entier. Les trusts ont bâti toutes leurs relations commerciales sur la corruption. Dans ces conditions, seule une petite bourgeoisie marchande peut se développer du fait du trop d'argent de cette caste parasitaire.

L'effondrement du cours mondial des minerais a diminué les revenus octroyés à cette caste parasitaire, qui a compensé son manque à gagner par l'accroissement de la corruption. La dette extérieure est devenue brusquement très lourde, les revenus des minerais pourraient suffire à la rembourser, mais il ne resterait plus rien pendant des décennies pour la caste parasitaire. La bourgeoisie marchande se trouve en butte à cette corruption grandissante. Dès lors, elle serait pour un réaménagement politique, sans pour autant se couper des trusts étrangers qui arrosent leurs clients, c'est de cette couche bourgeoise qu'émane l'essentiel de l'opposition connue en Belgique. Le peuple zaïrois ne tire que de la misère de cette situation. Le mécontentement est grand au sein de la population. Et les diatribes anti-colonialistes de Mobutu servent en partie à dévier cette révolte contre la Belgique, au lieu d'en vouloir au régime de Mobutu.

Patrice Lumumba est resté dans la mémoire du peuple comme la flamme de la liberté, du nationalisme, de l'anti-impérialisme. Le discours de Lumumba aux cérémonies de l'indépendance, a dénoncé le colonialisme de la bourgeoisie belge, et cela sans esprit de revanche.

suite page 8



Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVème Internationale Posadiste

Correspondance: "LUTTE OUVRIERE" rue des Hellènes, 38
1050 Bruxelles - CCP 000-0976234-26 (POLET)
648.76.75

25ème Année

Février 1989

N° 379

10 Francs

LA REPRISE ECONOMIQUE ET LA CRISE CAPITALISTE

Editorial

Dans de nombreux secteurs économiques, des conventions ont été signées entre les représentants patronaux et les organisations syndicales, ainsi que dans les services publics. On peut faire ses comptes: il y a un fossé énorme entre les discours patronaux sur la reprise économique et les maigres augmentations de salaires obtenues par les conventions. D'autre part, cette reprise économique bénéficie à quelques-uns mais n'améliore pas la situation de l'ensemble de la population en Belgique. Et enfin, elle est purement conjoncturelle et n'apporte aucun remède à la crise du capitalisme, qui va connaître très vite de nouvelles conséquences néfastes pour les masses.

Les mobilisations des travailleurs de la santé et des travailleurs sociaux mettent en évidence ces aspects de la dégradation de la société capitaliste. Ils sont particulièrement exploités, ne connaissent pas d'horaires ni de conditions de travail convenables et leur situation s'aggrave constamment du fait des restrictions de toutes sortes que l'état décide pour faire des économies. La reprise économique et l'accroissement des bénéfices pour quelques grosses sociétés qui dominent tout en Belgique, s'accompagnent d'une dégradation dans tout ce qui con-

cerne les couches les plus pauvres de la population et les travailleurs les plus exploités. Alors qu'on parle des enfants battus ou abusés sexuellement dans leur famille, on ne trouve pas les moyens financiers les plus élémentaires pour accueillir

ces enfants et ces jeunes. Pour les handicapés, des ateliers protégés qui les considèrent comme non-rentables, les rejettent et il n'y a pas de structure pour les accueillir autre part. Ils sont renvoyés dans leur famille qui a déjà les plus grandes difficultés à nouer les deux bouts.

Quand on parle de reprise économique, on voit que ce ne sont pas les travailleurs ni la majorité de la population qui en profitent. Les quelques francs d'augmentation qu'on a obtenus dans certains secteurs seront rapidement absorbés par la hausse du coût de la vie, l'augmentation des transports en commun, des loyers, des services en général. Il n'y a vraiment pas de quoi pavoiser dans le mouvement syndical. On a gagné quelques miettes et une nouvelle récession économique est à l'horizon, selon les propres prévisions des organismes internationaux du capitalisme.

Dans la Belgique régionalisée, les problèmes des travailleurs restent les mêmes, du nord au sud du pays et ce sont aussi les mêmes qui continuent à payer les conséquences de la crise totale du capitalisme.

suite page 2

Sommaire

LA FORMATION DE L'ETAT PALESTINIEN

J. POSADAS.....voir page 7

L'ACTUALITE DE TROTSKY

J. POSADAS.....voir page 3

La fonction irremplaçable du PCB..... voir page 2

Le triomphe du P.T. de Lula au Brésil..... voir page 5

La grève générale du 14 Décembre en Espagne.....voir page 6

Le tremblement de terre en Arménie.....voir page 4

AFghanistan: La contre-révolution en échec.....voir page 6

La fonction irremplaçable du Parti Communiste en Belgique

Les dirigeants et militants du Parti Communiste se posent toute une série de questions sur les perspectives d'avenir du Parti, après le nouveau recul électoral des listes communistes, y compris des listes d'unité qui se sont constituées à Bruxelles, sous le sigle EVA, mais aussi dans le reste du pays sous d'autres formes. Après les dernières législatives, le PC perdait sa dernière représentation parlementaire, et aujourd'hui, le score électoral du PC est de 1,6% en Wallonie, 1% à Bruxelles, et 0,5% en Flandres, soit 1,2% du corps électoral au niveau de tout le pays. Les réflexions qui surgissent de ce nouveau recul électoral au sein de l'organisation sont très diverses et les explications expriment la préoccupation des militants communistes de trouver une solution quant à l'avenir, les perspectives et l'existence du PCB.

Certaines de ces réflexions conduisent à la dissolution du Parti en un mouvement, ou en une fondation qui aurait comme objectif d'occuper l'espace existant à gauche du PS, dans un axe Rouge-Vert, ou encore à intégrer les rangs du Parti socialiste pour y développer des idées plus à gauche.

Ces conclusions surgissent des réflexions suivantes: depuis 10 ans, la situation internationale et nationale nécessitent de nouvelles réponses. En effet, disent les camarades, le bilan des expériences de changement social est négatif. Le démantèlement des bastions ouvriers, l'augmentation généralisée du chômage, l'idéologie néolibérale requièrent d'autres solutions, d'autres réponses?

Quelle autre réponse? Quelle autre solution? L'objectif, disent les camarades communistes, est toujours de remplacer le système capitaliste par un autre système, plus juste, plus humain, mais sans préciser de quel système social il s'agit.

Les camarades cherchent les raisons du recul électoral et la baisse d'audience du Parti dans un changement des conditions objectives, et dans un nouveau développement du système capitaliste.

Mais, nous pensons justement le contraire, le recul électoral et la baisse d'audience viennent essentiellement de l'abandon de la politique révolutionnaire, et de l'adhésion à des conceptions réformistes. Le système capitaliste mondial ne peut plus s'étendre, il a perdu presque

toutes ses colonies, il se concentre et se centralise dans des sphères de plus en plus réduites, il est obligé de faire la concurrence aux pays socialistes, qui ont démontré devant les masses du monde être des régimes sociaux supérieurs.

Par rapport à 1946, moment où le PCB avait 12,7% des voix et 23 députés, les conditions favorables au camp socialiste n'ont pas arrêté de se développer. Après l'Union Soviétique, toute une série de pays sont entrés dans le camp socialiste: La Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la RDA, la Roumanie, la Bulgarie.

Ensuite, au cours des années suivantes, des révolutions ont bouleversé le monde entier, en Afrique, en Amérique Latine, au Moyen-Orient, en Asie. Des dizaines de pays ont chassé l'impérialisme, le capitalisme et ont appliqué à différents niveaux des mesures socialistes: La Chine, Cuba, l'Algérie, La Libye, l'Angola, le Mozambique, et le Nicaragua. L'impérialisme américain a été expulsé du Vietnam. Les dictatures militaires d'Amérique Latine se font mettre en échec en Argentine, au Brésil, en Colombie.

Dans l'un ou l'autre pays, l'impérialisme a pu encore imposer un coup d'état, un processus de stagnation ou de recul, comme à Grenade ou même en Iran, après avoir fait des dizaines de milliers de morts, mais ce ne sont pas ces aspects qui déterminent dans le rapport de forces mondial. Il est essentiel de juger le processus actuel en fonction du rapport de forces mondial, qui est tout à fait favorable aux forces de progrès et au camp socialiste. Il n'y a donc aucune raison de changer de conception politique et d'inventer une nouvelle voie pour aller au socialisme. La société socialiste est et sera toujours le seul système social et économique à substituer au système capitalisme.

S'il est vrai que la proportion des travailleurs intellectuels a considérablement augmenté en Belgique par rapport aux travailleurs manuels, et que les chômeurs ont augmenté également, il n'en est pas moins vrai que le rapport entre ces couches sociales et le fonctionnement de l'économie capitaliste n'a pas changé. Les rapports d'exploitation continuent d'exister et le profit capitaliste se fait toujours au détriment de la grande majorité de la population. Ces couches sociales restent toujours la base d'appui tradi-

tionnelle du Parti Communiste. La base d'appui du Parti Communiste n'a pas changé.

Il n'y a aucune raison d'inventer une nouvelle base sociale, qui n'existe pas. Les notions de dictature du prolétariat et de révolution prolétarienne ne sont pas périmées. La fonction des Partis Communistes n'a pas changé depuis leur origine. Depuis leur création, la fonction des PC est d'organiser les forces des travailleurs pour changer la société, pour lutter pour une société socialiste, et d'être en même temps le représentant des pays socialistes dans chaque pays.

C'est à cette politique qu'il faut revenir, et c'est la seule manière pour le Parti Communiste de récupérer son autorité sociale et politique. Il n'y en a aucune autre. Cela veut dire qu'il faut revenir aux principes marxistes, et qu'il est indispensable de rediscuter une ligne et une politique révolutionnaire, anti-capitaliste pour la Belgique.

En 1946, le Parti Communiste avait 12,7% des voix, cela a été son meilleur résultat électoral. Mais même à cette époque, il ne pouvait à lui seul proposer une alternative de gauche, un pôle de contestation suffisamment large. Il fallait donc une politique, un programme et une activité pour unir les forces de gauche, pour aider la gauche socialiste à s'organiser au sein du PSB, pour intervenir dans les syndicats afin de contrecarrer la politique réformiste des dirigeants socialistes. Cette politique de front de la gauche est toujours aussi nécessaire aujourd'hui. Même avec un petit score électoral, l'important est de donner des idées, d'être un centre organisateur des forces de gauche. Il est toujours aussi indispensable, face à la politique sociale démocratique, de présenter une activité, un programme et une politique anti-capitaliste. Cela est tout à fait indépendant de la force électorale. Ces nécessités sont toujours aussi vives et présentes aujourd'hui.

Il est également impossible d'échapper aux discussions et réflexions sur les liens et relations des partis communistes avec les pays socialistes. L'Union Soviétique est un programme à suivre, pas un modèle à appliquer. Elle a démontré au yeux du monde entier que pour sortir de l'arriération, il est impossible de faire autrement que de nationaliser les secteurs clefs de l'économie, de défendre le monopole du commerce extérieur, de développer une économie planifiée en fonction des besoins de la majorité.

Les conditions de la Révolution Russe se sont reproduites dans de très nombreux pays et même ont été plus favorables pour un changement révolutionnaire, et pour appliquer le programme de l'URSS. Les relations des partis communistes avec l'Union Soviétique et les pays socialistes sont indissociables de leur existence, et de leur avenir, que cela plaise ou non.

Mais il faut développer des arguments, et convaincre que les pays socialistes ont acquis leur légitimité historique. Certains camarades considèrent que le Parti Communiste a perdu son influence parce qu'il n'a pas été assez critique des pays socialistes, assez eurocommuniste.

Mais à quel public s'adresse-t-il? Qui faut-il convaincre? Les campagnes idéologiques anti-communistes, anti-soviétiques ne sont-elles pas suffisantes pour que les partis communistes y prêtent flanc.

En Belgique, le courant communiste, qui veut des changements révolutionnaires, qui regarde les pays socialistes avec sympathie, ne voit pas le PC conséquent. Ce courant existe et il n'y a aucune autre alternative pour le PC que de renouer des liens avec ce courant et avec cette politique révolutionnaire qu'il attend de lui. Si le PC n'intervient pas d'une façon ou d'une autre dans le processus actuel, en profitant de toutes les possibilités qui s'offrent à lui, y compris électorales, ce courant se retrouvera perdu, déconcerté et attiré par d'autres organisations qui sont simplement présentes sur le terrain. Il n'y a aucune autre alternative.

Le 15 Février 1989

La reprise économique et la crise capitaliste

suite de la page 1

La solidarité du mouvement ouvrier et la lutte pour des transformations sociales profondes restent à l'ordre du jour. Les exemples et les stimulants pour développer cette lutte sur-

gissent en Europe avec les grèves générales qu'ont connues l'Espagne et la Grèce, les mouvements d'unification des travailleurs des différents pays d'Europe capitaliste.

Le séminaire international sur Trotsky, réalisé par la Fondation Feltrinelli, a un sens bien particulier pour ses organisateurs. On voit, par le choix des gens chargés des exposés, qu'il ne se préoccupe de présenter ni les idées essentielles de Trotsky, ni sa fonction et sa présence aujourd'hui. Sans quoi, on aurait invité d'autres exposants. Ce séminaire était l'occasion d'empêcher la discussion sur Trotsky.

La capacité théorique de Trotsky, qui met celui-ci au niveau de Marx et de Lénine, s'exprime sur un point essentiel: sa compréhension de la fonction de l'Union Soviétique. L'URSS est un instrument de l'histoire dont il faut analyser la fonction, la composition et la direction. Cet instrument ne fonctionne pas parce qu'il a une mauvaise direction, mais l'instrument lui-même reste valable. Il s'agit de défendre inconditionnellement l'instrument de l'histoire que représente l'URSS. L'URSS concentre une série de forces nécessaires au progrès de l'histoire, comme aucun autre pays ou mouvement ne peut le faire, parce que les sept premières années de la Révolution Russe ont créé une base qui est consciente que le communisme est une nécessité de l'histoire, une nécessité de la vie. Cette base de communisme a donné à l'humanité une grande assurance culturelle et sociale pour avancer et pour se préparer à étendre ces bases, même en passant par la guerre atomique.

Voilà ce que Trotsky défendait. Il considérait l'URSS comme un instrument social, qui recule, avance ou stagne, mais qui reste toujours l'instrument du progrès du fait de la suppression de la propriété privée, et qui permet alors d'accomplir en quelques années ce que le capitalisme a mis des siècles à réaliser.

Il suffit simplement de regarder un pays comme la Yougoslavie où, pendant des centaines d'années le capitalisme fut incapable d'éliminer les marécages couvrant des régions entières. L'état ouvrier les a tous asséchés et a construit sur ces terres des écoles et des usines. Il a fait tout cela en peu d'années. Par contre, dans des pays capitalistes aussi développés que les Etats-Unis, une partie de la population noire et blanche n'a ni maison, ni toilettes. Trotsky défendait l'état ouvrier parce que celui-ci était la base du progrès.

Le séminaire sur Trotsky n'a pas discuté ces problèmes et montrait une absence d'intentions justes et logiques, en même temps qu'une grande incapacité et une grande impuissance. Chacun des intervenants manquait de compréhension théorique et politique, de volonté de tirer les expériences de l'histoire et

L'ACTUALITE DE TROTSKY

J.Posadas

12 Novembre 1980

Présentation

L'article que nous publions dans ce numéro fait partie du livre "La Pensée Vivante de Trotsky". J.Posadas montre comment tout un secteur d'intellectuels dont fait partie le vieux trotskysme, donnent de Trotsky une idée sclérosée, mettant de côté sa fonction d'organisateur révolutionnaire et son application de la méthode marxiste pour comprendre la nature de l'état ouvrier et celle de la bureaucratie.

La discussion sur Trotsky et le trotskysme se développe actuellement en Union Soviétique et certains éléments de la bureaucratie sont prêts à se servir de cette interprétation de Trotsky pour limiter la portée de la revendication de Trotsky. C'est le sens du revirement de Vassetsky, qui était le spécialiste des mensonges et des fausses citations du camarade Posadas et qui parle à présent positivement de Trotsky.

Mais cela ne permet pas de cacher que des camarades soviétiques, militants et dirigeants du Parti Communiste, sont en train de chercher avec passion et sincérité la vérité historique et les expériences à en tirer pour intervenir dans l'organisation actuelle de l'état ouvrier, du Parti, des soviets, de la lutte révolutionnaire mondiale. Les articles parus récemment dans Les Nouvelles de Moscou, dans Literatournaya Gazeta expriment cette recherche. L'analyse de Posadas s'adresse à tous ces camarades.

montrait par contre beaucoup de superbe individuelle.

Il est essentiel de comprendre que la défense de l'URSS est la principale fonction de la classe ouvrière et, d'ailleurs, de toute personne intelligente, car c'est l'instrument du progrès. Quand, un peu avant la Deuxième Guerre Mondiale, on demandait à Trotsky s'il fallait profiter de la guerre pour s'unir contre Staline, celui-ci répondait qu'il fallait s'unir à Staline contre le nazisme et qu'ensuite on réglerait ses comptes avec Staline.

Les aspects fondamentaux de la révolution politique et de la révolution permanente ont changé de forme, mais non de fond. La révolution politique dans les états ouvriers est toujours nécessaire, mais elle ne se déroule pas sous forme de lutte violente contre la direction, ou de mouvements contre l'état ouvrier, mais au travers de la lutte que mène l'état ouvrier contre le système capitaliste. Il faut donc s'unir aux états ouvriers contre le système capitaliste, comme l'a fait Trotsky lors de la guerre de 1940. Les conditions sont mûres pour agir de cette manière.

Les gens qui sont intervenus à ce séminaire ne sont pas sensibles aux leçons de l'histoire. Y a-t-il oui

ou non révolution permanente dans le monde? Comment qualifier autrement le fait que Cuba, le Vietnam ou l'Ethiopie passent de l'esclavage à la construction de l'état ouvrier? Cela n'a pas la moindre importance de savoir qui a dit le premier: "révolution permanente". Ce qui est important, par contre, c'est de se rendre compte que la révolution permanente est en plein développement. Passer de l'esclavage à l'état ouvrier, c'est la révolution permanente. Il ne s'agit pas d'un bond dans le vide, d'un saut d'une étape à une autre, mais d'un bond dialectique au cours duquel la classe ouvrière accomplit toutes les tâches que la bourgeoisie aurait dû réaliser en son temps, mais elle le fait d'emblée plus complètement car elle instaure la plus complète démocratie. Tout le monde discute, intervient pour participer au progrès.

L'autre aspect qu'il faut discuter est la fonction de Trotsky dans le monde. On ne doit pas ergoter sur ce que Trotsky a fait ou n'a pas fait en 1905, sur ses divergences du début avec les Bolchéviques, ou sur les conflits qui l'ont opposé à Staline. Ceux qui font cela sont bien mal intentionnés. Il faut voir qu'un an après son intégration au Parti Bolchévique, Trotsky était

devenu un de ses principaux dirigeants. Et personne ne lui reprochait de n'avoir qu'un an de parti. La direction bolchévique savait évaluer le cadre selon sa capacité militante et ses antécédents. Et Trotsky ne s'était jamais opposé au progrès de la révolution. Voilà la réalité. Il n'y a là aucune apologie de Trotsky mais une évaluation historique de Trotsky, qui avait commis peu d'erreurs et avait surmonté celles-ci en cours de route. Lénine l'avait évalué ainsi, puisqu'il l'avait poussé à la direction du parti. Cette direction mesurait ses militants par leurs qualités historiques et concrètes, et non par leurs années de membre du parti, ce qui aurait été une sorte de compétition pour le pouvoir.

Trotsky n'a jamais eu la moindre attitude de rancœur ou de haine envers la direction du parti, ni envers l'état ouvrier. Il raisonnait. Après le premier attentat commandé par Staline, il disait qu'il fallait s'unir contre le nazisme. Voilà une attitude objective devant l'histoire. La révolution permanente, la régénérescence partielle, se développent-elles oui ou non? C'est Trotsky qui disait en 1940: "des millions de révolutionnaires sauront bouleverser le ciel et la terre". Il montrait ainsi toute sa confiance dans l'instrument historique que sont l'état ouvrier et la classe ouvrière. Voilà ce qu'est Trotsky! Voilà ce que l'humanité a reçu de lui comme orientation, comme expression de la pensée marxiste. Le reste n'est qu'une mascarade. Comment unir Trotsky à l'époque actuelle? Est-ce par l'élégance du terme "révolution politique"? non. Trotsky est actuel en tant qu'expression de la pensée scientifique pour la construction du socialisme qu'il fallait appliquer en fonction des différentes conditions de l'histoire. A son époque, la révolution politique s'appliquait autrement qu'aujourd'hui. Mais les principes subsistent. L'URSS est-elle ou non en train de développer des activités et une fonction de révolution politique? C'est toujours la bureaucratie qui dirige, mais elle ne le fait plus sous la même forme qu'avant. A l'étape antérieure, la bureaucratie trahissait les révolutions, démontrant ainsi sa peur de perdre sa domination. Aujourd'hui, elle appuie les révolutions. On ne peut donc dire que la révolution politique a le même sens qu'à l'époque de Trotsky. Il y a un processus de régénérescence partielle qui se développe.

En Bulgarie, Jivkov a récemment déclaré qu'il était pour la pacification, mais qu'il fallait soutenir tous les mouvements révolutionnaires existant dans le monde. De même, la Constitution Soviétique dit que l'URSS appuie et appuiera tout mouvement

suite page 4

L'actualité de Trotsky..... suite de la page 3

de libération nationale et de progrès social dans n'importe quelle partie du monde. Comment peut-on dire qu'il n'y a pas de révolution politique? Les gens de ce séminaire continuent à dire: "nous voulons la révolution politique", mais ce qu'ils disent en fait, c'est qu'ils veulent poursuivre la dispute avec la direction soviétique.

Aucun des participants de ce séminaire n'a exprimé l'intention ou la volonté de procéder à une étude objective des problèmes de l'histoire. D'autre part, pourquoi laisser la IVe Internationale Posadiste à l'écart de toute cette discussion? Nous intervenons sur tous les problèmes du monde, mais le but de ce séminaire était commercial et non scientifique. Il servait à mettre en valeur ceux qui présentaient la réunion, même s'il n'y avait pas d'intérêt financier direct en jeu. Le lieu même où s'est déroulé le séminaire - un endroit touristique - , le prix demandé pour y participer, tout était fait pour que peu de gens y prennent part. La réunion était faite pour des gens qui n'avaient pas l'intention d'imposer la conscience, la volonté, les expériences révolutionnaires, qui y venaient comme on va au café ou au théâtre, et avec l'objectif également d'annuler la capacité de Trotsky ainsi que celle de la IVe Internationale.

C'est nous qui avons écrit que la révolution politique et permanente ne se développe pas aujourd'hui

comme à l'époque de Trotsky, qu'il existe un processus de régénérescence partielle. Celle-ci s'exprime par exemple dans la nouvelle Constitution soviétique et dans l'intervention actuelle de l'Union Soviétique. Les Soviétiques sont intervenus en Afghanistan, en Ethiopie, en Angola, au Mozambique, en déviant la révolution.

Nous avons donné les idées essentielles à la compréhension de ce processus. S'ils nous oublient dans ce séminaire, c'est parce qu'ils ne sont pas capables de voir ce processus, et ensuite, parce qu'ils ont de mauvaises intentions. Ils nous laissent à l'écart parce qu'ils ont une conception éloignée de la nécessité révolutionnaire sur le plan de la tactique, de l'organisation et du programme. Même s'ils sentent le besoin de changer l'histoire, ils ne discutent pas avec objectivité, ni avec des intentions pures. La seule proposition valable de ce séminaire est la demande faite au gouvernement soviétique de laisser lire librement les oeuvres de Trotsky en URSS. Ils le font sous l'impulsion de forces objectives de l'histoire, mais leurs considérations n'ont rien à voir avec la révolution. Ils cherchent moins à défendre Trotsky qu'à avoir un motif de critiquer l'Union Soviétique.

Ce séminaire a discuté des abstractions qui n'ont aucune valeur, des pensées abstraites, détachées

de l'ensemble des textes de Trotsky. Malgré tout cela, on voit que les oeuvres de Trotsky ont une grande autorité, en tant que méthode d'analyse et non comme une manifestation de faits concrets. Ces gens n'ont pas dit un mot de la IVe Internationale Posadiste, et ils ont montré un Trotsky desséché, mort. Ils ont passé leur temps à discuter s'il avait écrit telle ou telle chose à 8 heures ou à 10 heures du matin.

On n'a pas discuté d'une pensée scientifique. Pour le faire, il faut prendre les bases de Trotsky pour voir comment elles se continuent aujourd'hui. 4500 ans après le début de la civilisation grecque, nous développons encore des pensées qui sont une continuation de cette époque. Ce séminaire, par contre, présente Trotsky comme un fossile trente ans à peine après son assassinat. Il faut prendre la pensée de Trotsky en ce qu'elle est capable de faire comprendre l'histoire actuelle. C'est Trotsky qui analysait que la bureaucratie est un phénomène transitoire de l'histoire. Il faut donc voir s'il avait raison ou non. Mais ils ont voulu utiliser Trotsky pour s'opposer au stalinisme, d'une manière telle qu'ils s'opposent à l'URSS, et ils soutiennent que les vices actuels ont leur origine dans la structure même de l'état ouvrier. Ils ont voulu opposer Trotsky à Staline, mais identifier Staline à l'état ouvrier.

Comment va-t-on discuter de

Trotsky sans parler de la politique actuelle de la Chine, qui s'oppose à l'URSS en s'appuyant sur le système capitaliste? Au journaliste qui demandait à Trotsky, après l'attentat de Staline contre lui, s'il allait continuer à défendre l'Union Soviétique, il répondait: "oui, il faut la défendre coûte que coûte et dans la prochaine guerre, il faut appeler les ouvriers à s'unir à l'état ouvrier pour vaincre le nazisme et ensuite, ils régleront leurs comptes avec Staline".

Ce séminaire n'a pas discuté non plus que Trotsky prévoyait que "dans dix ans des millions de révolutionnaires sauront bouleverser le ciel et la terre". Dix ans après la guerre, des millions et des millions de gens ont effectivement bouleversé le ciel et la terre. Mais le séminaire a présenté Trotsky comme un bon petit vieux accroché à son oeuvre, qui fut Commissaire du peuple à la Guerre et organisateur de l'Armée Rouge, et rien de plus.

Hansen, qui fut secrétaire de Trotsky, le présentait lui aussi comme un type commun, intelligent, mais avec les vices de n'importe qui, avec des réactions introverties. Dans le film qu'il a réalisé, Ellenstein présente également Trotsky comme un pauvre vieil intellectuel. Ce film pourrait s'intituler: "comment profiter de la mémoire de Trotsky". Ellenstein est un type qui profite des idées des autres.

Trotsky vivait dans la plus grande simplicité. Il s'occupait des fleurs de son jardin et il écrivait des articles. Il avait la main raide de tant écrire et il devait enregistrer ses textes. Nathalia Trotsky, lorsque je l'ai rencontrée, me racontait que parfois Trotsky était en train de soigner ses plantes et qu'il terminait en un éclair pour se mettre à écrire. Quand j'ai visité la maison de Trotsky, Nathalia ne voulut pas entrer avec moi dans la pièce où Trotsky fut assassiné, car cela lui causait trop de douleur. Mais nous avons chanté l'Internationale ensemble sur sa tombe.

Ce séminaire n'a pas fait mention des oeuvres de Trotsky qui a eu, avec Marx, Engels et Lénine, une capacité littéraire plus grande que le plus grand des romanciers. On ne peut écrire autant sans capacité et sans raison historique. Ceux qui écrivent des bêtises s'épuisent vite, parce que le monde avance dans la connaissance des relations humaines et l'inspiration prend de plus en plus sa source dans la lutte pour transformer la société.

Tout le travail de Trotsky tend à faire comprendre la méthode d'analyse de l'histoire, c'est le programme concret qui est dépassé. mais la méthode d'analyse de Marx, Engels, Lénine et Trotsky reste valable jusqu'au communisme.

LE TREMBLEMENT DE TERRE EN ARMENIE SOVIETIQUE

La IVe Internationale Posadiste a adressé au Comité Central du PCUS le message de solidarité que nous publions ci-dessous:

Au Comité Central du PCUS

aux bons soins de l'ambassade de l'URSS à Bruxelles

Chers camarades,

La IVe Internationale Posadiste vous exprime, ainsi qu'à la population d'Arménie et de toute l'Union Soviétique, toute sa peine et sa solidarité face aux conséquences désastreuses du tremblement de terre qui a détruit tant de vies humaines en République d'Arménie.

Nous sommes touchés par l'ampleur sans précédent du cataclysme mais aussi par le mouvement de solidarité, de fraternité et de volonté d'en sortir qui s'est exprimé partout en URSS, et en particulier dans les républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan où les travailleurs ont montré que les conflits dits de nationalités ne provenaient pas d'eux, mais des vieilles couches bureaucratiques encore au pouvoir malgré la perestroïka.

Ce sont ces gens-là aussi qui portent une grande part de responsabilité dans les déficiences d'organisation et dans les faiblesses des constructions pour la population, tandis que les travailleurs des deux républiques ont lutté et luttent plus que jamais pour surmonter ces entraves et démontrent face à l'épreuve, que c'est eux qui auront la capacité et la force de développer l'unité de l'Union Soviétique et d'avancer avec la démocratie socialiste.

La IVe Internationale Posadiste s'associe, dans la mesure de ses moyens, à toutes les manifestations dans le monde en soutien à l'Arménie soviétique et vous réitère sa pleine solidarité.

Le Bureau Européen de la IVe Internationale Posadiste

Le 19 Décembre 1988

Le triomphe du Parti des travailleurs (P.T.) de Lula aux élections communales du Brésil.

Le résultat des élections au Brésil a une énorme importance pour toute l'Amérique Latine. Le PT (partido dos Trabalhadores) dirigé par Lula, syndicaliste connu dans le monde entier pour avoir dirigé la grève des ouvriers de l'automobile à l'époque de la dictature militaire, est sorti vainqueur à Sao Paulo, la plus grande ville du Brésil, et à Porto Alegre et a conquis la deuxième position à Rio de Janeiro et Belo Horizonte. Il apparaît comme le second parti du pays à la suite de ces élections.

Il est important de souligner qu'il s'agit d'un parti anti-capitaliste de masse avec une direction d'origine ouvrière. Il n'a pas les mêmes racines que la plupart des partis communistes, mais il exerce la même fonction au plan programmatique et politique. C'est une nouveauté pour le Brésil et pour toute l'Amérique Latine où il n'existe pas de parti communiste de masses, en dehors du Chili et de l'Uruguay. Les mouvements de masses latino-américains ont toujours été dirigés par des secteurs bourgeois ou petits-bourgeois nationalistes. C'est la première fois qu'un parti à direction ouvrière et avec un programme anti-capitaliste obtient un résultat aussi significatif.

Ce score électoral n'a pas de conséquences politiques décisives dans l'immédiat, car il s'agit d'élections, et en outre, seulement d'élections communales, mais il démontre le degré de maturité des masses brésiliennes et ouvre une voie très importante pour toute l'Amérique Latine.

Le Parti des Travailleurs a un programme socialiste, anti-capitaliste et se compose de diverses tendances de gauche allant des catholiques progressistes, aux militants syndicaux sans appartenance organisationnelle, à différentes tendances trotskystes et aux posadistes. C'est un parti en formation, dont la direction est en train d'apprendre à agir comme direction politique et à harmoniser l'intervention politique avec l'activité syndicale. La base syndicale est la véritable force du PT. Ce parti répond en général à l'idée du Parti Ouvrier Basé sur les Syndicats.

La crise du capitalisme en Amérique Latine est telle qu'aucune issue n'est possible avec le maintien de ce système. Le poids de la dette n'est pas la seule raison qui empêche des pays potentiellement riches comme le Brésil, le Mexique, l'Argentine, de se développer, mais la structure du système capitaliste mondial ne laisse pas d'espace pour une accumulation capitaliste réelle dans ces pays. Le

Brésil a connu une croissance économique ces vingt dernières années. Il a le 8ème PNB du monde et un commerce extérieur montant sur 100 milliards de dollars par an. Mais cette croissance n'a pas permis le développement du pays, elle a, au contraire, agrandi le fossé entre les pauvres et les riches. Au Vénézuéla et au Mexique il s'est produit la même chose. Malgré toute leur richesse pétrolière, ces pays n'ont résolu aucun problème social. Dès qu'ils atteignent un certain niveau industriel, ils entrent en concurrence avec les pays industrialisés et ils ne peuvent conquérir des marchés; d'autre part, ils ne peuvent suivre un processus stable d'accumulation de capital, comme les pays actuellement industrialisés ont pu le faire autrefois. Dans ces conditions, la vieille politique des

mouvements nationalistes, d'alliance avec la classe ouvrière pour développer un marché intérieur en affrontant l'impérialisme, a fait long feu.

D'autre part, l'exemple de Cuba en Amérique Latine, et des autres pays socialistes, démontre que les problèmes sociaux, la misère, l'analphabétisme, la malnutrition, peuvent être surmontés.

Les masses d'Amérique Latine raisonnent sur la base de toutes ces expériences et veulent utiliser la démocratie pour atteindre ces objectifs, elles ne se contentent pas du simple exercice de droits démocratiques.

On peut se demander pourquoi les partis communistes ne se sont jamais développés en Amérique Latine dans

de telles conditions. C'est parce qu'ils pratiquaient et pratiquent encore, la politique de "renforcer d'abord la démocratie et ensuite réaliser des transformations sociales". Les masses, par contre, font pression pour faire les deux choses en même temps. Le PT a senti cette nécessité programmatique d'unir la lutte pour la démocratie à la lutte anti-capitaliste et c'est la raison de son succès.

Cela ne veut pas dire non plus que le PT ait résolu tous ses problèmes de structure de parti. Il sera sans aucun doute l'instrument de la transformation socialiste du Brésil. Sa direction est en train d'apprendre la tactique, le sens de l'organisation politique, la lutte pour le pouvoir en utilisant la démocratie bourgeoise etc..

Quand le PT est apparu sur la scène politique du Brésil, le camarade Posadas a écrit un article d'appui à cette expérience, mais aussi d'avertissement sur les dangers d'une dégénérescence due aux difficultés que Lula et ses camarades allaient rencontrer, entre autres choses le manque d'expérience et de tradition de partis ouvriers au Brésil. Dans ce sens, les états ouvriers sont le facteur le plus important pour développer l'assurance politique et la capacité des dirigeants du PT. Lula a voyagé dans le monde entier et il en a conclu que les seuls pays à créer un rapport démocratique entre l'économie et les travailleurs ce sont les pays socialistes, même s'ils commencent seulement à se développer du point de vue de la démocratie politique socialiste.

Tandis que les ouvriers dans les pays capitalistes font des milliers de grèves pour obtenir une petite conquête, une seule grève dans un pays socialiste provoque des changements fondamentaux. Les dirigeants du PT, que leur origine ouvrière rend objectifs, ont compris cela. C'est pourquoi ils soutiennent un programme anti-capitaliste, alors que les communistes brésiliens défendent encore un programme de réformes démocratiques dans le cadre du capitalisme, et ne parviennent pas à gagner des forces au sein des masses.

Il est vrai que la démocratie est instable et fragile en Amérique Latine, mais il est vrai également qu'elle ne peut se renforcer qu'avec des transformations sociales, qui rompent la structure de l'oligarchie financière alliée à l'impérialisme et qui changent en même temps la structure des armées latino-américaines.

Les conditions en Amérique Latine sont mûres pour des transformations sociales. Ce triomphe du PT au Brésil en est un exemple, la victoire de Carlos Andres Peres au Vénézuéla, le triomphe du Non au plébiscite au Chili, le nouvel échec du coup militaire en Argentine en sont également.

LA PARTICIPATION DES POSADISTES AUX ELECTIONS

Les Posadistes ont participé aux dernières élections brésiliennes en présentant deux candidats sur les listes PT, Celso Agra à Niteroi et Severino Dantas à Paraíba. Tous deux sont des militants de la première heure dans le PT et ont même contribué à sa création. Depuis lors, ils sont intervenus sans interruption et ont fait partie de toutes les listes électorales du PT.

L'objectif de notre intervention dans le PT n'est pas d'y concurrencer d'autres tendances ou de promouvoir une critique propre à altérer l'autorité de la direction, mais d'y apporter les idées, le programme, la politique qui aident l'expérience des équipes dirigeantes en formation et leur donnent confiance dans la méthode du marxisme. Les campagnes électorales de nos camarades ont servi à unir les problèmes immédiats des municipalités aux problèmes nationaux et internationaux.

Cette activité est essentielle pour construire une nouvelle avant-garde qui se lance sur le terrain des luttes politiques à partir de ses expériences de luttes sociales. Les résultats des élections indiquent que les délais vers de grandes décisions sont très courts. Les instruments des changements historiques au Brésil se sont déjà constitués: le PT, les syndicats et les autres partis de gauche. Le posadisme s'y inscrit comme un élément de qualité. Il n'y a ni le temps ni la nécessité de former une direction autre que celle qui se structure déjà dans le PT-CUT(syndicat).

Le posadisme continuera son intervention dans le pays pour contribuer à l'élévation de la fonction politique des syndicats, pour développer la discussion marxiste scientifique dans le PT, dont un aspect essentiel consiste à comprendre ce qu'est un état ouvrier et quelle est la nature du processus en cours dans les pays socialistes. Nous continuerons à mener des discussions pour impulser, soit le front de la gauche, soit, circonstanciellement, un front avec des tendances de la bourgeoisie: par exemple dans la lutte pour le moratoire de la dette extérieure du Brésil, pour le blocage des prix sous contrôle populaire. Nous continuerons à participer à ces expériences d'alliances du PT qui ne doivent pas conduire à abandonner l'indépendance du mouvement ouvrier. Nous continuerons à intervenir dans le PT avec la responsabilité d'une tendance qui représente une expérience internationale révolutionnaire accumulée.

(extrait de Frente Operaria, organe de la section brésilienne de la IVe Internationale Posadiste).

La grève générale du 14 Décembre en Espagne et le front des Partis Ouvriers et des Syndicats

L'Espagne a connu la grève générale la plus importante depuis 50 ans. Ce mouvement dirigé par la classe ouvrière, au travers des syndicats UGT(socialistes) et Comisiones Obreras (communistes) a entraîné d'importants secteurs de la petite-bourgeoisie, à affronter le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez.

Nous reproduisons ici un extrait de l'éditorial de "Lucha Comunista", organe du POR(T), section espagnole de la IVe Internationale Posadiste.

"Les assemblées d'usines, les mobilisations et la grève du 14 décembre convoquée par l'UGT et Comisiones Obreras contre la politique économique du gouvernement, sont une expression de l'aiguïssement du mécontentement de l'ensemble des masses face à une situation économique qui se détériore de jour en jour et fait reculer le niveau et les conditions de vie de toute la population.

Cette grève générale était en gestation depuis longtemps dans les mobilisations des mineurs, des dockers, des enseignants, des ouvriers de la construction et des métallos, qui voulaient montrer l'état d'esprit du prolétariat et sa résolution de faire reculer une politique qui ne sert finalement que les intérêts des banques et de la grande bourgeoisie.(..)

Les syndicats ont réagi par une grève générale, que le gouvernement accuse d'être politique. Certes, elle est politique! même si elle n'a pas exprimé tout le profond potentiel anti-capitaliste de la classe ouvrière.

Cette grève générale ne propose pas encore d'alternative à la politique économique du gouvernement, mais elle rejette ses plans et sa politique soumis aux intérêts capitalistes et au programme dicté par le Fonds Monétaire International et la Communauté Economique Européenne.

Pourquoi n'accorde-t-on pas d'augmentations de salaires? pourquoi ce souci du gouvernement pour l'inflation et pour les pactes de paix sociale? Il veut donner des assurances au capitalisme mondial et attirer les multinationales pour qu'elles investissent dans le pays, pour qu'elles fassent des affaires, sans se préoccuper de développer l'économie.

Les directions syndicales ne se

sont pas préparées pour cette grève générale, celle-ci leur a été imposée par la situation objective de la lutte de classes dans le pays et dans le monde. Le capitalisme est épuisé, il ne peut faire aucune concession, et s'il cède des augmentations de salaires, celles-ci sont rapidement résorbées par la hausse du coût de la vie ou des impôts. Le capitalisme n'est pas en conditions de répondre aux besoins de la population.

Il est important que les syndicats, l'avant-garde ouvrière, communiste, socialiste, discutent tous ces problèmes dans les assemblées d'usine, dans les cellules, dans les organisations du PSOE, des partis communistes, pour comprendre mieux l'ensemble de ce processus, l'aiguïssement de la lutte de classes, et la fonction politique des syndicats. Ceux-ci doivent intervenir non seulement dans les problèmes de salaires, de sécurité du travail, mais aussi dans les problèmes sociaux et économiques, car c'est le mouvement ouvrier qui subit toutes les conséquences de la crise du capitalisme mondial.

Il faut aussi analyser pourquoi un gouvernement qui a gagné les élections en présentant une politique de changements, se soumet totalement à la politique de la bourgeoisie espagnole et du capitalisme mondial. Il faut toutefois signaler qu'avec Felipe Gonzalez, il y a eu des progrès dans le domaine de la culture et de l'éducation, que l'on dénonce publiquement les trafics d'influence et les fraudes et qu'un secteur du PSOE (parti socialiste) met à jour toute la corruption existant dans l'appareil policier. Mais cela n'est pas suffisant.

Il faut que la base du Parti, de la Jeunesse Socialiste, des syndicats, discute tous ces problèmes en front unique entre les socialistes, les communistes et les organisations syndicales.

Il faut préparer un plan de transformations sociales. Il n'y a pas de possibilité de développer l'Espagne avec le capitalisme. Nulle part dans le monde, la propriété privée n'a démontré la moindre capacité de résoudre les problèmes de la population, alors que la propriété étatisée démontre qu'elle satisfait les besoins de base des masses.

Un secteur du Parti Socialiste accepte la politique du gouvernement

par crainte qu'en prenant des mesures plus agressives de contrôle de la banque, de nationalisation des banques et des entreprises de base de l'économie, on perde des points d'appui ou qu'on isole l'Espagne du marché mondial.

Mais le marché capitaliste n'est pas le seul auquel l'Espagne puisse avoir recours. Au cours de cette dernière période, il y a eu une multiplication des relations commerciales, culturelles, des délégations aux pays socialistes. Il faut y recourir plus encore.

Cette discussion ne s'arrête pas avec la grève du 14 décembre. Elle fait partie d'un processus qui s'aiguise de plus en plus, d'un antagonisme qui s'exprime dans le pays tout en faisant partie de l'affrontement mondial, système contre système, affrontement entre un système capitaliste épuisé

historiquement et un processus révolutionnaire qui se manifeste, comme au Brésil, au Pakistan, en Afrique du Sud, au Chili ou au Nicaragua, avec une force et une décision profondes de changements.

Le front de Comisiones Obreras et de l'UGT est une des conquêtes les plus importantes des masses. Il s'est imposé dans toutes les luttes antérieures. Chaque mouvement d'affrontement contre la politique économique réactionnaire du gouvernement s'est réalisé dans un front unique des bases communistes et socialistes. C'est une conquête sur laquelle il faut s'appuyer pour développer un front unique de toute la gauche pour impulser un programme de transformations sociales pour l'Espagne.

Les conditions objectives, ainsi que la volonté de changements des masses existent pour le faire. Il faut préparer les équipes, les directions disposées à le mener de l'avant, à approfondir les luttes et à impulser la discussion dans les partis, les syndicats, les usines, les associations, les quartiers. Ainsi se développera la confiance et l'assurance de la possibilité de réaliser ces transformations sociales et de compter sur l'appui de l'ensemble des masses espagnoles, des états ouvriers et du mouvement ouvrier mondial.

AFGHANISTAN: LA CONTRE-REVOLUTION EN ECHEC

Avec le retrait du contingent militaire soviétique, l'Afghanistan devait tomber automatiquement dans les mains des "moudjahidines". Tel était le sens et la conclusion inexorable des médias ces dernières semaines. Comme il ne s'est rien passé de semblable, ils doivent maintenant trouver d'autres explications. Le gouvernement de Najibullah ne tient qu'à un fil... parce que les rebelles ne parviennent pas à s'entendre sur la composition d'un nouveau pouvoir.

Mais d'autres questions se posent si l'on veut rester quelque peu objectif. Il faut se demander pourquoi il n'y a pas eu, "automatiquement", un soulèvement massif de la population de Kaboul et des autres villes contre le gouvernement de Najibullah, et pourquoi celui-ci a pu distribuer des armes à des centaines de milliers de personnes civiles, sans se trouver aussitôt renversé.

Le capitalisme mondial, et en premier lieu les Etats-Unis, prévoyaient qu'il serait facile de liquider le gouvernement afghan, dès qu'il n'y aurait plus de force militaire soviétique directe dans le pays. Mais ils n'ont pas compté que les masses d'Afghanistan soutiennent l'état révolutionnaire et ont vu le progrès que l'Afghanistan a accompli depuis le début de la révolution d'avril. Cela n'empêche pas la guerre de se poursuivre, mais ce ne sont pas les masses paysannes ni urbaines qui la font, il ne faut pas être nombreux pour bloquer les routes et les passages dans les montagnes. Les contre-révolutionnaires sont surtout très bien armés. D'autre part, ces seigneurs de guerre qui sévissent aux frontières du Pakistan et à celles de l'Iran n'ont aucun intérêt à la paix. Ils règnent sur les camps de réfugiés et tirent tout le profit de "l'aide" apportée par tout le camp occidental et les pays arabes réactionnaires.

Mais il n'y a aucun soulèvement de la population en leur faveur, dans aucune ville d'Afghanistan. Les gens n'ont pas le désir de retourner au Moyen-Age, même s'ils ont toujours un grand sentiment religieux. Le pays a commencé à se développer, avec l'aide de l'Union Soviétique et l'organisation des entreprises d'état qui produisaient des biens de consommation de base pour la population. Des milliers de jeunes et d'adultes, de femmes ont appris à lire et à écrire et ont poursuivi des études. La distribution des terres des grands propriétaires féodaux et, surtout, l'étatisation des sources d'irrigation, l'organisation communautaire des villages, ont permis un développement des conditions de vie des paysans. Tout cela continue, même sans la présence de l'armée soviétique. C'est la supériorité sociale de l'état révolutionnaire qui a convaincu la population et si elle ne se soulève pas contre Najibullah, c'est parce qu'elle veut continuer dans cette voie.



La création d'un état palestinien, même sur un territoire réduit, ne présenterait aucun problème s'il s'agissait simplement de créer un petit état qui serait le point de départ d'un accroissement. Le problème réside dans le fait qu'ils veulent bien céder aux Palestiniens un petit état pour que celui-ci ne se développe pas. C'est la grande bourgeoisie qui l'organiserait, le dominerait et donc, annulerait toute sa fonction progressiste.

Le problème de la Palestine se pose aujourd'hui d'une autre façon que dans le passé, quand on revendiquait que les Juifs et les Palestiniens aient le même droit d'exister. Aujourd'hui, tout cela se passe dans le contexte global de la lutte de classes, dans lequel les Palestiniens doivent affronter des Arabes et des Juifs, unis sur une base réactionnaire contre le progrès de l'histoire. Ce n'est plus la même chose qu'avant.

L'attitude de la Syrie est instable. Tous tendent à s'unifier devant le danger objectif d'être dépassés par la lutte révolutionnaire. Assad moins que Sadate. Mais ils ont tous quelque-chose en commun. Pour cette raison, ces pays établissent entre eux des relations, qu'ils rompent le même jour à huit heures du soir pour les renouer ensuite le lendemain matin.

Le problème ne se pose plus comme avant. Les Palestiniens comptent sur des tendances nationalistes bourgeoises, orientées à gauche, en Arabie Saoudite et au Koweït. On peut, en partie, compter sur elles. Mais la création d'un petit état palestinien n'est pas une manière de résoudre le problème. Un tel état doit, pour le moins, disposer du droit à l'auto-détermination, des droits démocratiques et du droit de s'adresser aux masses juives d'Israël.

A l'étape actuelle, il faut unir les Palestiniens aux masses juives et aux autres masses arabes. Il faut appeler à cette union et avoir la patience d'attendre. Sinon les Palestiniens vont être étouffés dans leur petit état.

Au Moyen Orient il se passe un peu la même chose que dans les Balkans avant 1940. A l'époque des rois, ce même type de disputes existait. Le capitalisme les encourageait, afin que personne ne puisse former un grand pays qui dominerait les autres. Mais tous les pays des Balkans sont venus des états ouvriers.

Nous sommes d'accord pour un état palestinien, à condition de faire en même temps appel aux masses d'Israël, aux masses de tout le monde arabe, et de montrer qu'un état palestinien est totalement instable. Il n'y a pas de place pour le développement historique d'un état palestinien. Il faut poser le problème palestinien à un niveau plus élevé et plus large. Les Palestiniens doivent faire face à la réaction arabe qui s'est unie à la réaction juive d'Israël. Ils doivent

LA FORMATION DE L'ETAT PALESTINIEN ET LE PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE MONDIAL

J. Posadas

Le 18 Février 1978

affronter cela, sans quoi le petit mouvement de l'OLP serait écrasé et ce serait tromper les masses palestiniennes que de faire croire que cet état palestinien sera une solution.

Il faut mesurer quelles sont les conditions pour que vive un état palestinien. Celui-ci peut être un centre. Mais il doit s'unir à des pays arabes, tels que l'Algérie, la Syrie ou

Notre Salut à la création de l'état palestinien

La décision du dernier Conseil National de l'OLP de déclarer la création de l'Etat Palestinien, résulte fondamentalement de la volonté inébranlable du peuple palestinien, exprimée ces derniers mois au travers de l'Intifada. Ce sont les jeunes et les enfants qui ont mené et continuent cette insurrection permanente, qui est en train de miner les forces de répression et tout l'édifice de l'état sioniste d'Israël.

Mais c'est aussi un résultat du rapport mondial des forces, qui empêche Israël et les Etats-Unis d'écraser cette insurrection, malgré l'immense supériorité militaire dont ils disposent.

La création de l'Etat palestinien se décide donc dans ce nouveau cadre mondial, bien que nous considérons toujours aussi valables toutes les réserves que J. Posadas exprime dans l'article publié ci-joint. De la même manière, nous approuvons les critiques et les avertissements posés par Habache et Hawatmeh au Conseil National Palestinien, appelant à ne pas laisser toute l'initiative aux manœuvres diplomatiques internationales et à ne pas laisser l'Etat palestinien sous la dépendance de la bourgeoisie palestinienne ou des autres pays arabes.

Dès maintenant, le capitalisme mondial est très divisé en ce qui concerne l'Etat palestinien. Arafat n'a pas été admis aux Etats-Unis, mais toutes les Nations-Unies se sont déplacées à Genève pour le recevoir. Et les gouvernements grec et espagnol l'ont accueilli comme un chef d'état.

Mais cela ne suffit pas pour qu'Israël capitule et laisse naître et vivre un Etat palestinien à ses frontières. Le gouvernement d'Israël, qui est le bastion fondamental de la contre-révolution internationale au Moyen Orient, se hâte d'envoyer des colons peupler les "territoires", où déjà près de 50% des terres sont aux mains d'Israéliens, en même temps qu'il renforce encore la brutalité de sa répression contre le peuple palestinien.

L'Etat palestinien est un principe, mais pas encore un acquis. Aussi le soutien à la lutte de l'OLP et des masses révolutionnaires palestiniennes doit continuer plus que jamais.

Bureau Politique du POR (t)

Janvier 1989

la Libye. Mais la condition est de permettre le développement de la lutte pour le progrès, sans quoi cet état meurt d'étouffement. Un nouvel état n'a pas de sens, si c'est pour créer un concurrent de plus dans le système capitaliste. Il faut constituer un état palestinien en maintenant l'objectif d'éliminer le capitalisme au Moyen Orient.

Quel peut être l'objectif de la création de cet état? construire un grand pays. Pour cela, il doit se développer économiquement et concurrencer les autres pays. Mais il n'a aucune perspective dans ce sens. A la veille de l'effondrement du système capitaliste, la création d'un pays ne peut pas se poser comme avant. Il faut tenir compte de ces conditions historiques, de la proximité de la guerre. Il y a les conditions pour s'unifier et se développer en tant qu'états ouvriers. L'organisation en état indépendant doit servir à cette fin. Il ne s'agit pas de faire "une nouvelle patrie". Cela n'a pas de sens historique. Il n'y a pas de conditions économiques et sociales pour développer cette patrie, surtout si l'on tient compte que le capitalisme est en train de faire des préparatifs de guerre.

Les Palestiniens font, le plus souvent, des considérations patriotiques, locales, territoriales ou religieuses. Mais les problèmes ne se posent plus aujourd'hui comme à d'autres étapes de l'histoire. Il faut discuter avec les camarades palestiniens pour qu'ils voient que les directions politiques éludent cette discussion en mettant en avant "la patrie", "le destin du pays". Dans quelles conditions vont-ils créer ce pays? Dans un sens, la création d'un état palestinien serait une chose favorable car il rendrait plus difficile l'intervention du système capitaliste. Mais d'un autre côté, toute la bourgeoisie arabe cherche à créer et renforcer une couche palestinienne bourgeoise, qui étouffera toutes les autres. Aucun de ces pays du Moyen Orient n'a la possibilité ni les conditions de se développer en tant qu'entité indépendante. Quelle est la fonction historique d'un "pays"? Il ne faut pas en rester au sentiment patriotique, religieux ou nationaliste arabe. On peut passer par une étape de patrie palestinienne, mais il faut une direction à cette patrie pour unifier le pays sur une base économique qui permette son développement. Autrement, la population continuera à vivre dans la pauvreté et un petit noyau bourgeois va tout dominer. Il faut élever la culture et l'intervention des masses et faire en sorte que les masses aient la possibilité de participer et de créer tendances et courants qui se préoccupent de ces problèmes.

Quel serait l'objectif d'une patrie palestinienne? satisfaire mille ou dix mille Palestiniens? ou élever les con-

La crise entre le Zaïre et la Belgique

suite de la page 1

Il voulait établir des relations égalitaires avec les sociétés belges installées au Congo. Le gouvernement belge a honni immédiatement Lumumba, il a mis tout en œuvre pour le renverser en soulevant la "force publique", en prenant en otage les travailleurs belges pour justifier une agression militaire belge. Le gouvernement belge a tout fait pour balkaniser le pays, le Katanga, le Kasai..., il a impulsé les caporaux, dont Mobutu, à renverser le gouvernement légitime, à arrêter Lumumba. Lumumba a été martyrisé et ensuite livré par Mobutu à Tshombé en gage de réconciliation puis assassiné et son corps fut caché. Mobutu n'était qu'au début du fleuve de sang. De 1960 à 1965, il y eut près d'un million de morts. Mobutu se dit maintenant le successeur spirituel de Lumumba!

Mobutu se drape dans le nationalisme pour couvrir son pillage du Zaïre avec l'aide des sociétés étrangères. Par exemple, il vend des minerais à bas prix à une société et reçoit la différence à la valeur réelle, et ensuite l'investit dans cette société. Mobutu posséderait 8% des actions de SUEZ. A part dans son village natal, il n'a jamais rien investi de conséquent au Zaïre et ne le fera jamais. Pour lui, il n'y a rien à gagner à investir au Zaïre sinon par des sociétés étrangères où il a placé de l'argent, et qui investissent au Zaïre avec la garantie du FMI. De ce fait il gagne sur tous les tableaux. Mais ces investissements n'aboutissent de toute façon pas au développement du Zaïre.

L'armée de Mobutu se soulève régulièrement, chaque fois que la solde n'est pas payée et que l'extorsion de la population par les soldats ne suffit plus. Par deux fois, la Belgique, la France et l'Afrique du Sud ont envoyé des armées pour mater les rébellions, de peur de perdre Mobutu, leur appui le plus sûr. Aujourd'hui les USA ont installé une base militaire à Kamina pour entretenir plus facilement la contre-révolution en Angola et pour soutenir Mobutu en cas de nouvelles rébellions. Les cadres de cette armée sont pour l'essentiel de son ethnie, ainsi leur destin est lié à Mobutu. Mais ils n'ont qu'un contrôle relatif de la troupe, celle-ci se compose de toutes les ethnies.

L'instabilité des gouvernements zaïrois est la politique utilisée par Mobutu pour ôter l'envie d'un éventuel coup d'état. Le dictateur Stroessner au Paraguay l'a oublié un instant et un autre guignol est sur son trône. Cela empêche d'avoir en contrepartie une armée solide et une politique conséquente. A long terme et même à court terme, devenir ministre, c'est remplir ses poches le plus rapidement possible, car demain est fait d'incertitude.

La dette du Zaïre équivaudrait à la fortune de Mobutu, elle est à l'image de Marcos des Philippines, de Somoza du Nicaragua, du Shah d'Iran etc... Les sept milliards de dollars de Mobutu sont investis dans les grands trusts au profit du capitalisme occidental, et les sept milliards de dollars de dette sont une rente, une allégeance éternelle pour ces trusts. Le gouvernement belge a prêté de l'argent au pouvoir zaïrois en empruntant aux trusts cités ci-dessus. Nous voyons comment on vide les caisses en Belgique et au Zaïre au profit unique des trusts.

Comment peut-on affirmer que les travailleurs de Belgique doivent leur bien-être au pillage du Zaïre, alors que l'évasion des capitaux de Belgique est un fait permanent (plus de 100 milliards de francs par an), que les salaires ont diminué. L'investissement industriel est déterminé uniquement en fonction du profit. En Indonésie, les salaires sont nettement inférieurs aux salaires belges, cela détermine l'investissement. Le capitalisme ne partage pas son pillage avec les travailleurs. Le salaire est déterminé par l'offre et la demande, par la productivité, par les luttes sociales et en aucun cas sur le dos du peuple zaïrois.

Peut-on dire que le peuple zaïrois a profité de l'aide de la Belgique? Quand l'aide est organisée entièrement par une ONG, les résultats sont à peine satisfaisants. Quand les responsables zaïrois reçoivent directement l'aide, l'argent est détourné immédiatement à leur profit.

Ce pays a toutes les conditions pour une agriculture prospère et pourtant il est de plus en plus tributaire de l'étranger, dont l'Afrique du Sud, pour son alimentation. La carence alimentaire est le lot quotidien du peuple zaïrois, la santé publique est considérée comme nulle, la mortalité infantile frise les records, le SIDA aurait contaminé entre 10% et 30% de la population, cela présage des jours très pénibles, ainsi qu'une chute démographique. Le grondement de l'exaspération doit probablement monter aux oreilles de Mobutu, cela explique l'attitude nationaliste de celui-ci pour détourner le mécontentement de la population. La dette, comme nous l'avons dit, n'est ni celle des Zaïrois, ni celle des Belges, elle est créée de toutes pièces par Mobutu, par les trusts et notamment par la Société Générale. Le peuple zaïrois n'a rien à rembourser. Au contraire, il réclamera la restitution de l'argent détourné par Mobutu et par ses acolytes (les trusts, la Société Générale). La population belge ne doit pas couvrir les déconvenues financières de ces trusts. Déjà en 1960, la Loi Unique était faite pour que les travailleurs de Belgique renflouent les sociétés coloniales. Avec cet argent, le peuple zaïrois n'aura nullement besoin de l'aide financière internationale.

Les travailleurs belges et zaïrois sont des alliés naturels, ils ont les mêmes exploiters. La solidarité n'est pas une simple question de morale, mais elle est une force pour renverser nos exploiters, pour construire une société égalitaire, où le génie de l'homme peut s'épanouir au profit des peuples, où les hommes décideront en permanence collectivement de leur devenir. Une société sans classe, tout simplement une société socialiste.

Noir, blanc, même ennemi, même combat.

Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

LA FORMATION DE L'ETAT PALESTINIEN ET LE PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE MONDIAL

suite de la page 7

ditions de vie de tout le peuple? une patrie ne sert à rien si elle ne fait pas progresser la vie des gens. Il faut considérer ce qu'ont fait les Bolchéviques. Ils ont unifié dans l'Union Soviétique des peuples qui parlaient trente deux langues différentes. Tout le monde pouvait parler sa propre langue, mais le langage soviétique est celui qui permet de communiquer la nécessité du progrès.

Il faut approfondir ces problèmes qui sont relativement nouveaux. Au Koweït par exemple, il y a 78 habitants, dont 4 chefs qui sont des brigands. On y importe tout, même l'eau. Pourtant les richesses des émirs permettraient de changer tout l'océan en eau potable. Mais ceux-ci possèdent des autos où il suffit de pousser sur un bouton pour avoir du café, du thé, tandis que le reste de la population n'a même pas d'eau potable. Il faut montrer que tout cela est illogique.

Nous ne sommes pas contre un état palestinien. Mais il faut expliquer à quoi il doit servir. Il n'a pas de sens, si c'est pour en faire "une grande patrie". On donnera les terres les plus désertiques aux Palestiniens. Mais un état palestinien peut, de toutes manières, être utilisé comme un centre d'unification de la lutte des

masses arabes, comme un point d'appui pour rechercher l'unité avec les masses israéliennes contre le système capitaliste.

Mais l'état palestinien ne pourra pas faire cela sans rencontrer des résistances. Il devra compter avec les autres pays arabes. Habache et Hawatmeh parlent, eux aussi, avec un grand sentiment patriotique, comme si la patrie allait, par elle-même, résoudre tous les problèmes. On ne leur donnera aucune patrie, pas même un désert. S'ils doivent installer un pays qui dépende des cotisations des autres pays arabes pour vivre, ces derniers imposeront un gouvernement, une direction, une police, qui leur serviront d'intermédiaires et qui ne seront pas au service du peuple palestinien.

La bourgeoisie arabe pro-sioniste et l'impérialisme ne peuvent supporter un mouvement de libération, qui procède à des transformations sociales. Ils ne peuvent le supporter! D'autre part, aucun petit pays ne peut plus se proposer de passer par une étape de développement bourgeois. Il faut poser la nécessité de fédérations et de confédérations. Il existe des expériences historiques communes à toutes les masses du monde, qu'il faut prendre en considération.

19 février 1978 J. Posadas



Après un an d'existence, l'Intifada.....

L'enjeu des prochaines élections régionales et européennes

Après les mobilisations des travailleurs de la santé, des éducateurs sociaux et, dernièrement, des mineurs du Limbourg, les luttes sociales semblent régresser un peu partout. Est-ce que la situation s'est améliorée pour autant? certainement pas. Bien que les statistiques officielles annoncent la diminution du chômage, la masse des demandeurs d'emploi, des jeunes sans travail, de ceux qui sont retirés des statistiques mais se trouvent sans le moindre espoir de retravailler à 45 ans, reste toujours considérable. On finirait par trouver normal d'avoir 400.000 chômeurs déclarés, alors qu'il s'agit de plus de 10% de la population active dans le pays.

On a parlé aussi abondamment de la reprise économique, comme si cela signifiait pour les masses une nouvelle élévation de leurs conditions de vie et de travail. Mais celles-ci continuent à se détériorer. C'est ce que voulaient exprimer les travailleurs de la santé et les éducateurs sociaux dans leurs manifestations, en montrant que toute la population va souffrir de plus en plus de la dégradation des conditions de travail dans les hôpitaux, de l'exploitation du personnel infirmier. De même pour les institutions consacrées aux personnes handicapées. Les services sociaux sont les plus attaqués par les assainissements budgétaires imposés par la crise capitaliste.

La réforme fiscale était présentée par le gouvernement Martens et, en particulier par la direction du PS, comme un instrument permettant de rétablir une certaine équité entre les différentes classes de la population. Mais les premières ponctions qui sont intervenues sur les salaires apportent un clair démenti à cette démagogie. Ceux qui vont bénéficier réellement de cette réforme sont certains secteurs de la petite-bourgeoisie, des cadres supérieurs des entreprises. Ceux que la direction du PS essaie d'attirer électoralement. D'autre part, les quelques bénéfices de la réforme fiscale seront aussitôt annulés par l'augmentation d'autres sortes d'impôts qui vont peser lourd pour la grande majorité de la population: nouveaux impôts communaux et, surtout, de nouveaux impôts conséquence de la régionalisation: il faut trouver des moyens pour payer la multiplication des ministères et pour compenser les déficits des régions. C'est surtout cela que les gens voient dans la régionalisation et la raison pour laquelle les premières élections régionales directes dans le pays, qui vont se tenir à Bruxelles, ne rencontrent pas l'adhésion de la population. Le mouvement ouvrier se présente très divisé, que ce soit dans les élections régionales ou dans la lutte à mener pour préserver les conquêtes des travailleurs et pour avoir un programme commun dans tout le pays face au capitalisme. Les grèves et les mobilisations des mineurs du Limbourg rencontrent la sympathie et l'appui de tous les travailleurs, mais en même temps, les mineurs restent isolés car ils se battent, comme avant eux les travailleurs de nombreuses entreprises qui ont fermé ou procédé à des rationalisations, pour leur travail et rien d'autre. Les travailleurs se rendent compte qu'il faut une réponse globale et anti-capitaliste aux problèmes de la crise et ils attendent l'opportunité

...

SOMMAIRE

LE MARCHE COMMUN EUROPEEN ET LE PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE.

J.POSADAS..voir page 3

Résolutions du Bureau Européen

- * La publication des oeuvres de Trotsky en Union Soviétique.....voir page 8
- * Le retrait des militaires soviétiques et la défaite des groupes contre-révolutionnaires en Afghanistan.....voir page 5
- A Huit ans de la mort du camarade Posadas.....voir page 8
- Le voyage de Gorbatchev en Chine et les mobilisations pour le progrès de la démocratie socialiste.....voir page 5
- La commission d'enquête sur le terrorisme et la démocratie bourgeoise.....voir page 2

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVème Internationale Posadiste

Correspondance: "LUTTE OUVRIERE" rue des Hellènes,38
1050 Bruxelles -CCP 000-0976234-26 (POLET)
648.76.75

25ème Année JUIN 1989 N° 380 20 Francs

Les élections du 18 Juin 1989 et la lutte pour l'unification socialiste de l'Europe.

Le Bureau Européen de la IVème Internationale Posadiste appelle à voter pour les partis communistes et les socialistes de gauche.

Dans quelques semaines auront lieu les élections pour la constitution du nouveau Parlement Européen. Malgré le tapage qui en est fait, les travailleurs des différents pays de la Communauté Economique Européenne ne se sentent pas vraiment concernés par ces élections. En réalité, que leur propose-t-on dans le cadre européen? rien d'autre que la perspective d'une détérioration de leurs conditions de vie.

En effet, si l'union de l'Europe va s'approfondir dans les prochaines années, elle n'a pas pour objectif d'élever les conditions de vie, la culture, les relations sociales, mais de permettre aux grands capitaux européens de se renforcer face à la concurrence des autres "grands" pays capitalistes, notamment les Etats-Unis et le Japon.

Si l'on suit les différentes interventions, que ce soit celles des partis de la bourgeoisie, ou celles des partis socialistes et sociaux-démocrates, elles coïncident sur un point: il faut que les industries des pays européens soient à même de concurrencer les puissances industrielles du reste du monde. Par contre, on ne fait que des déclarations générales quant à l'amélioration concrète des conditions de vie de la population.

Les dirigeants socialistes disent tous qu'il faut maintenir et améliorer les conquêtes que les travailleurs ont réalisées dans les dernières années. Ils parlent de l'importance de "l'espace social européen". Mais pas une seule mesure concrète n'est proposée et surtout, aucun délai n'indique qu'à telle ou telle date, les travailleurs verront leurs horaires de travail réduits ou leurs salaires augmentés. Par contre, on se donne des délais pour la création d'une monnaie unique, le fameux ECU qui n'est destiné qu'à faciliter la possibilité d'intervention des grands capitaux dans les divers pays européens, ou on fixe les dates pour réduire le taux de TVA, qui est aussi une mesure tendant à faciliter les mouvements des capitaux et des produits industriels.

Ceci n'est pas étonnant car la concentration des capitaux va permettre aux grands groupes indus-

triels d'harmoniser leur intervention, non en vue d'une politique sociale, mais en vue de l'obtention de plus grands profits. C'est pour cela que l'Europe, réalisée sous le système capitaliste, en laissant le libre mouvement des capitaux, ne peut aller qu'à l'encontre des populations. Même les études effectuées par des instituts capitalistes annoncent que, loin de permettre un développement des pays concernés, la construction de cette Europe conduit à la stagnation, qui aura comme effet une augmentation du chômage et la mise à l'écart de millions de travailleurs. L'Europe capitaliste ne va pas créer de nouveaux postes de travail, elle va au contraire éliminer une grande masse de main d'oeuvre, en continuant la politique tendant à "harmoniser" la production dans les différents pays. Au cours des dernières années, on a sacrifié sur l'autel sacré de l'Europe les aciéries, le charbon, l'industrie chimique, et aujourd'hui l'agriculture. On interdit de produire alors qu'au sein même de l'Europe, des millions de gens vivent en-dessous du seuil de pauvreté.

Qui se préoccupe de ces problèmes dans les débats, les discours, dans les interventions sur l'Europe? On parle de principes généraux et on considère l'Europe au-dessus de tout soupçon, en faisant abstraction de tous ces problèmes.

Personne ne parle de la véritable démocratie, celle qui n'admet pas que des gens soient écartés de la société à quarante ans, sans espoir de voir leur situation s'améliorer, ni des jeunes qui ne peuvent pas se marier, parce qu'ils n'ont pas de travail ni d'endroit pour vivre et créer une famille. On s'étonne alors du fait que le taux de natalité soit en baisse considérable dans tous les pays européens et l'on théorise sur un soi-disant changement des mentalités. Tout ceci a pour but de laisser de côté ce qui est à la base de cette situation: l'incapacité du système capitaliste à résoudre les problèmes vitaux de la population.

Certains partis communistes se laissent attirer par une politique hypothétique de réformes que l'on pourrait effectuer dans la "nouvelle"

La commission d'enquête sur le terrorisme et la crise de la démocratie bourgeoise

La commission d'enquête de la Chambre chargée d'examiner la manière dont la lutte contre le terrorisme et le banditisme est menée, donne corps aux hypothèses d'une P2 en Belgique, d'un projet de coup d'Etat. Nous n'allons pas reprendre les faits et révélations publiés dans la presse quotidienne, mais essayer de comprendre la nature de ces événements. Les activités de l'extrême droite belge ne doivent pas être considérées isolément. Elles sont un support de certains secteurs de la bourgeoisie belge, et c'est quand Gol était au gouvernement qu'il a couvert la Sécurité d'Etat et monté toute l'affaire des CCC. Les Etats-Unis ont également quelque chose à voir avec tout ce qui se passe en Belgique. La présence sur le territoire belge du quartier général de l'OTAN n'est pas pour rassurer, il suffit de voir comment l'impérialisme se débarrasse de leurs meilleurs alliés, Zia, Marcus, Duvalier. Rien de fondamental ne peut être fait sans le consentement de l'impérialisme américain, même pas la régionalisation.

Pour l'impérialisme américain, la bourgeoisie belge est faible et ce n'est pas rassurant. Il se prépare à parer toute mésaventure avant qu'un courant politique important ne se développe pour exiger son expulsion.

La CIA, le FBI, la Maison Blanche, les différents services de l'ambassade, les différentes associations anticommunistes, les syndicats américains (qui financent notamment le syndicat Force Ouvrière en France), les sociétés américaines qui ont investi en Belgique, des organisations caritatives, pacifiques, religieuses ("Le corps de la paix", "Moon"), ainsi que la mafia, tissent des relations privilégiées avec leurs homologues belges.

Les recrues privilégiées de l'impérialisme sont les responsables des partis de droite, des partis sociaux-démocrates (les socialistes ont

notamment fourni le secrétaire de l'OTAN [Spaak]), la Sûreté d'Etat, la police judiciaire, la BSR, la gendarmerie, les polices locales, l'armée, des responsables de l'administration, certaines institutions religieuses, certains clubs sportifs (tir, golf...), des sociétés de gardiennage, de détectives, des mouvements de jeunesse, etc... Toutes ces relations sont le plus souvent indépendantes les unes des autres, cela évite de donner un caractère de mainmise directe des Etats Unis sur la Belgique.

Mais pour plus de sûreté, il faut organiser des forces susceptibles de prendre le pouvoir. Paul Latinus avait cette fonction, en créant WNP. Cette organisation avait des ramifications avec l'OTAN, des documents otaniens confidentiels ont été trouvés chez certains membres, un inspecteur de la Sûreté de l'Etat donnait une formation avec la bénédiction de son chef, de même un agent de la BSR y participait (la publication de la liste des membres nous en dirait long). Cette organisation a recruté une partie de ses membres au Front de la Jeunesse, dont beaucoup sont devenus policiers, gendarmes ou introduits dans d'autres corps au service de la sauvegarde de la bourgeoisie (se faire membres de ces organisations est promotionnel). WNP n'avait pas voulu être figurant et s'était lancé dans une série d'action illicite, et devenait gênant pour la Sûreté d'Etat, d'abord deux membres se font assassiner pour impressionner les autres membres, mais c'est sans compter sur un journaliste qui dévoilera le pot aux roses. Latinus devient à son tour gênant, il est assassiné; la Sûreté d'Etat, la PJ, le Parquet camouflent le meurtre en suicide, la presse critique cette version, ce sont des citoyens au-dessus de tous soupçons. La commission d'enquête rouvre l'instruction. Mais comme ce sont les mêmes institutions qui dirigent l'enquête il y a peu de chance pour que la version du suicide change. Dans le cas contraire, des poursuites judiciaires contre les enquêteurs et les juges devront être ouvertes pour complicité de meurtre.

Dans les tueries du Brabant, il faut mettre en évidence les victimes liées à l'extrême droite. Il est probable que leur mort ait été le résultat de dissension au sein de l'extrême

droite, les uns voulaient attendre le moment propice et les autres rêvaient déjà de prendre le pouvoir. Les Etats-Unis créent des organisations terroristes (CCC, les tueurs fous du Brabant,...) pour déstabiliser le pouvoir et obliger ainsi l'armée et la gendarmerie à prendre le pouvoir (le schéma de la prise de pouvoir par les militaires en Turquie). En créant ce type d'organisation d'extrême droite l'impérialisme américain a joué à l'apprenti sorcier. Il n'y a aucune condition objective actuelle en Belgique pour un coup d'Etat mais cela n'empêche pas certains d'essayer.

Dans l'affaire VDB il y a beaucoup de faits troublants. VDB a été condamné à une peine de prison avec sursis. Une nouvelle accusation de pot de vin pesait sur lui, il aurait reçu en tant que ministre de la défense, plus ou moins 700 millions de francs. La décision de le poursuivre en justice dépend du parlement, et une majorité se dessinait pour l'inculpation. Par hasard, il se fait enlever. Quelques jours plus

tard, il reparait. Une partie de la population et de la presse doute de la véracité de l'enlèvement. Patrick Hamers soupçonné de participation dans les tueries du Brabant fait une interview pour donner du poids à la version de VDB et de dire que VDB n'est pas très riche. Dans les perquisitions des garages liées au rapt on trouve des indices qui relient les ravisseurs aux tueurs fous du Brabant. Nous devons nous méfier du travail et des déclarations de la police (cfr Latinus). Si tout cela est une mascarade, VDB ne serait pas étranger à l'affaire du Brabant. Le CEPIC avait des liens étroits avec le Front de la Jeunesse, VDB était un des leaders, voilà encore une pièce du puzzle.

La commission a démontré son impuissance devant la gendarmerie, la police judiciaire, la Sûreté de l'Etat, malgré certaines révélations, ces institutions continueront comme par le passé.

Il faut arriver à un nettoyage en profondeur de tout l'appareil de l'Etat bourgeois belge en même temps que se rendre indépendants de l'OTAN, qui est un centre de toutes ces manipulations.

L'enjeu des élections..... suite de la page 1

de pouvoir intervenir massivement. Mais la situation des mineurs du Limbourg met de toutes façons en évidence un problème qui va se poser aussi bien pour la région flamande, que bruxelloise ou wallonne: le gouvernement régional flamand n'est pas plus capable que l'Etat national de proposer une perspective, une alternative aux travailleurs exclus de leur droit au travail. C'est pour cela que la colère des mineurs a été si grande, ils ne veulent pas faire les frais de la crise capitaliste. Mais les organisations syndicales, et les partis de gauche s'enfoncent dans un régionalisme à outrance et le manque de direction syndicale et politique se ressent fortement parmi les travailleurs.

Dans ce contexte, la non-présentation du Parti Communiste aux élections européennes et aux élections régionales bruxelloises augmente la confusion. Ce ne sont pas les partis comme le PTB ou le POS qui peuvent offrir une alternative avec de l'autorité dans le mouvement ouvrier, mais le Parti Communiste a la tâche de le faire et se démet. Les militants communistes et tous les travailleurs qui sont socialistes mais veulent un front de la gauche, en particulier avec les communistes, n'ont pas accepté cette situation et il faut s'appuyer sur leur volonté d'intervenir et de défendre un programme anti-capitaliste et un front de la gauche pour que cette décision imposée par une partie de la direction du PC ne porte pas plus à conséquence et pour qu'elle ne puisse pas se reproduire.

Toutes les conditions s'accumulent pour de nouvelles luttes et de nouvelles revendications des travailleurs. On a déjà vu que la participation des socialistes au gouvernement et leur façon de s'adapter à la crise capitaliste laissent tous les problèmes entiers. Après les élections régionales et les élections européennes, on ne verra rien changer. Il faut reposer à nouveau l'organisation d'un front de la gauche, et continuer les expériences comme celles de la liste EVA à Bruxelles, d'autres listes de rassemblement à gauche du PS dans différentes villes du pays.

Le 5 Juin 1989

En Supplément
**Le Manifeste du
1^{er} Mai 1989 de la
IV^{ème} Internationale
Posadiste**

LE MARCHÉ COMMUN EUROPEEN ET LE PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE

J. Posadas

Les extraits de ce texte de J. Posadas que nous republions aujourd'hui, posent une série de principes fondamentaux quant à l'attitude à adopter vis à vis du Marché Commun Européen. A l'époque, Posadas intervenait dans la polémique qui opposait le Parti Communiste Français au Parti Communiste Espagnol, à propos de l'entrée de l'Espagne dans le MCE, à propos également des divergences entre les partis communistes quant aux concepts d'eurocommunisme et de pluralisme.

Si les conditions de la discussion qui a lieu aujourd'hui sur l'Europe sont différentes, il n'en reste pas moins que les problèmes qui sont posés dans ce texte demeurent, et qu'ils se sont pour le moins approfondis, nécessitant plus que jamais une solution anti-capitaliste.

Le Marché Commun Européen est une multinationale géante dans laquelle ce sont les capitalistes les plus capables qui déterminent, entre autres l'impérialisme yankee qui intervient au travers de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne. Que l'Espagne entre ou non dans le Marché Commun, cela ne va résoudre aucun problème, et la politique des deux partis communistes ne fait qu'aiguiser l'affrontement des masses paysannes de France et d'Espagne.

Il faut proposer, tant aux masses françaises qu'aux masses espagnoles un programme anticapitaliste pour unifier l'agriculture dans une Europe socialiste. Face à l'Europe capitaliste, il faut proposer l'Europe socialiste : c'est la seule forme scientifique de développement de l'Europe. Le développement actuel de l'industrie européenne n'est pas favorable aux masses, il sert à l'enrichissement et à l'accumulation du grand capital.

La politique que mène le Parti Communiste Français, par rapport à la discussion sur le Marché Commun Européen, indique l'absence de principes. Elle est destinée à influencer la petite bourgeoisie, non dans la perspective du développement socialiste, mais dans celle du développement capitaliste. La politique qui consiste à lutter pour empêcher l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché Commun est absurde. Elle se fait en défense des intérêts d'un secteur du capitalisme français dont Giscard représente le grand capital. Ce que le Parti Communiste Français doit au contraire poser, face au Marché Commun Européen, c'est l'Europe socialiste. Il faut opposer l'Europe socialiste au Marché Commun Européen, en montrant qu'à l'intérieur de ce dernier il n'y a pas d'issue, ni pour le paysan français, ni pour le portugais, ni pour l'espagnol. La preuve en est que dans les dernières années des dizaines de milliers de petites entreprises ont disparu.

Les communistes n'ont pas la même politique que celle de Chirac, mais ils coïncident avec elle dans la façon de traiter une série de problèmes. Le problème de la petite bourgeoisie n'est déjà plus le même qu'à l'époque de Trotsky. L'issue est aujourd'hui globale. Cela n'annule pas la possibilité de donner des issues locales ou partielles, mais il existe déjà les conditions pour la centralisation du marché capitaliste, qui ne peut se faire avec une politique partielle. On ne peut mettre un règlement à l'Europe des grands trusts, il faut donc poser l'Europe socialiste, en montrant que pour avancer l'Europe doit être unifiée et centralisée. Mais alors, quelle Europe doit-on faire ? L'Europe socialiste ou l'Europe capitaliste ? La réponse surgit clairement de l'économie. Quand Lénine et l'Internationale Communiste ont posé le mot d'ordre des Etats-Unis Socialistes d'Europe, ils prévoyaient tout cela.

C'est le retard politique des communistes qui les mène derrière l'un ou l'autre. Ils n'ont pas de politique propre. Le paysan français ne peut se défendre à l'intérieur du capitalisme. Pour défendre le petit paysan français, ils doivent défendre le petit paysan espagnol ou italien, et ils ne peuvent le faire à l'intérieur du capitalisme, mais en luttant au contraire pour le socialisme, en systématisant une série de mesures qui permettent d'atténuer le poids de tout ce que le grand capital charge sur le petit producteur. Il faut montrer qu'il n'y a

pas de perspectives pour eux à l'intérieur du capitalisme. On doit donc faire une politique en défense du petit producteur, mais pas comme ils le font. A l'intérieur même de la France, le paysan dépend du grand capital, de la banque, du prêt, de la vente des produits et du transport. Il y a des moments où il est nécessaire de placer la marchandise sur le marché dans un certain délai, et le petit paysan n'a pas les moyens de le faire. Alors la banque intervient et se charge de tout, mais au prix de mille impositions contre lui. Elle achète à bas prix ou à un prix normal, mais par la suite les capitalistes détruisent tout et imposent une augmentation énorme des prix.

Les communistes savent cela parce qu'ils écrivent aussi sur ces problèmes. Tous les ans, les capitalistes achètent la plus grande partie des pêches aux paysans italiens et grecs pour exporter, mais au lieu de les exporter ils les détruisent sur le terrain même. De cette façon, ils mettent peu de fruits sur les marchés européens et récupèrent d'énormes bénéfices en augmentant les prix des fruits. Ils paient 100 millions pour les détruire et gagnent ensuite 700 millions dans l'augmentation des prix. Ils jettent des tonnes de fruits, alors qu'il en manque dans les hôpitaux. Bien qu'ils n'aient pas l'intention de défendre cela, les communistes le soutiennent avec leur politique. On ne peut éliminer tout cela sans abattre le capitalisme.

Le Marché Commun Européen signifie la concentration de l'appareil de production, des finances, de commercialisation, dans les mains du grand capital. Et ils sont tous déterminés par l'intérêt de la grande industrie. Le grand capital financier et industriel est amalgamé au grand capital agraire, et ce sont eux qui déterminent le cours de l'argent, du marché, de l'achat, de la vente et de la récolte. Ils font la même chose avec la viande ou le blé. Un paysan ne peut se défendre de cette politique. Ce n'est plus l'étape d'ascension du capitalisme où il était possible de tirer des avantages de la concurrence intercapitaliste. Le capitalisme est aujourd'hui épuisé. C'est l'Europe des grands capitaux, et elle ne peut prendre que cette forme. Pour faire une autre Europe, il faut l'Europe socia-

liste. Il faut alors lutter pour l'unification de l'Europe sur la base du socialisme. L'expérience du Portugal est bien claire : l'échec de la politique de Soares est l'échec de la politique destinée à contenter, à soutenir le parti qui est allié au grand capital, aux propriétaires terriens, aux grands capitalistes, et à se laisser guider par celui-ci.

La Communauté Economique Européenne est la communauté des grands capitaux qui dominent le marché. Face à cela, il n'y a pas de réponse nationale, mais une réponse européenne. Le capitalisme fait ce marché en défense du grand capital, le mouvement ouvrier doit s'y opposer. L'opposition petite bourgeoise n'a pas d'effets, pas de valeur, car elle n'a ni les capitaux ni la base sociale pour se défendre. Même si elle avait les capitaux et la base sociale, elle ne pourrait y faire face qu'avec une politique qui remplace le capitalisme par l'Etat ouvrier.

C'est ce que les partis de gauche et les syndicats doivent discuter dans les usines, dans les quartiers, dans les écoles. Le Parti Communiste et le Parti Socialiste Français prennent la Communauté Européenne comme un fait nécessaire au progrès de l'humanité. Le Marché Commun n'est aucunement nécessaire, c'est une imposition pour permettre aux grands capitaux de dominer. C'est la concentration du capital local et national en Europe. En dehors de cela, le capitalisme ne peut vivre, il n'a pas d'autre manière de vivre qu'à travers la grande concentration de capitaux. Par contre, le COMECON est un centre qui stimule, qui développe l'économie des Etats ouvriers. Il faut aussi le discuter.

La crise du capitalisme en France ne s'exprime pas par un effondrement, mais par le fait qu'il n'a pas de solutions à donner. Il n'a pas de propositions pour faire marcher l'économie, donner du travail, et maintenir par conséquent le plein emploi et une situation stable. C'est ainsi que s'exprime la crise du capitalisme dans ce processus de l'histoire.

La bourgeoisie va devoir prendre des mesures comme celle de l'élimination du contrôle des prix et du libre fonctionnement des capitaux dans toutes les branches, de façon à

éliminer les petites entreprises. Il est incorrect de dire que l'élimination du contrôle des prix va être un moyen pour développer la petite et la moyenne entreprise. Cela va au contraire les liquider toutes. Ils vont accorder plus de prêts, d'appui et de soutien à la grande industrie. Cette mesure a été prise par tous les pays capitalistes qui se sont réunis, dans le but de dominer et de diriger l'ensemble de la crise du capitalisme. Mais il n'y a rien qui prévienne d'augmenter la production et le niveau de l'emploi. Ils prévoient au contraire un accroissement du chômage. Celui-ci n'est pas strictement déterminé par l'économie, mais aussi par la concurrence que leur font les Etats ouvriers. Il s'agit de la crise économique du capitalisme qui, pour concurrencer socialement les Etats ouvriers et se justifier historiquement, doit augmenter la productivité. En augmentant la productivité, il augmente la technification, et élimine par conséquent la main d'œuvre.

En concurrençant tous les Etats ouvriers, le capitalisme accroît la concentration et la masse du capital, mais en même temps il agit ainsi pour pouvoir faire de grands investissements, qui lui permettent de disposer de grandes machines et de grandes structures automatisées et électronifiées. Mais pour cela, il doit licencier. Auparavant, il faisait la guerre, maintenant il doit la mener de cette façon. Le capitalisme a peur de lancer la guerre à cause de l'existence des Etats ouvriers, qui rendent tout le système capitaliste indécis. La politique de Carter est une expression très nette de cette indécision : il veut avoir de bonnes relations avec l'Union Soviétique, tout en cherchant à la contenir. Le système capitaliste ne peut plus répondre à la nécessité du progrès de l'histoire, et le progrès dans l'histoire ne se fait pas seulement à travers l'économie, mais au moyen de la comparaison et de la concurrence sociale avec les Etats ouvriers et les pays qui avancent et adoptent immédiatement le caractère d'Etats ouvriers. Ce n'est pas une crise que le capitalisme peut résoudre du point de vue économique, mais une crise dans laquelle il cherche à gagner du temps, pour essayer de la résoudre plus tard militairement dans l'affrontement final Etats ouvriers contre système capitaliste.

Les syndicats doivent vivre ce processus et organiser leur intervention de façon à ce que les ouvriers écrivent, fassent des réunions dans les usines, fassent des cours, des conférences, des écoles pendant les vacances et pendant les heures de travail durant l'année. Il faut préparer ainsi la classe ouvrière à la compréhension de la crise du système capitaliste et à l'affrontement du système contre système. Les ouvriers doivent exiger des partis et des syndicats de telles conclusions, et faire en sorte qu'ils vivent ces problèmes, mais non seulement en faisant une réunion et une conférence, sinon en organisant des débats, en écrivant des publications. Que toutes les tendances anticapitalistes puissent écrire et mener une polémique. De l'objectif de la polémique va surgir une capacité didactique d'orientation, de conclusion, de résolution de la classe ouvrière. La population va voir là la fonction historique de la classe ouvrière, elle va la voir préoccupée d'apprendre, de

suite page 4

diriger et de se préparer socialement.

La classe ouvrière n'a pas la préparation historique qu'a eue la classe capitaliste pour passer du féodalisme au capitalisme. Le capitalisme s'est préparé dans ses associations, qui étaient de classe, mais en défense de ses propres revendications. Il faut donc maintenant élever les organes de la classe ouvrière, leur fonctionnement historique de classe, pour abattre le capitalisme. Celui-ci a pu se préparer en 500 ans d'intervention dans l'économie. La classe capitaliste n'a pas surgi avec la Révolution Française. La Révolution Française a légitimé son pouvoir, mais la classe capitaliste s'est préparée plusieurs siècles avant, à travers la fonction qu'elle exerçait dans l'économie. Le prolétariat n'a pas eu les moyens de se préparer de cette façon. Les expériences des Etats ouvriers sont très récentes, très faibles. Ils ont 60 ans d'existence et ils ont eu Staline qui a fait reculer la révolution. La classe ouvrière n'a pas eu la possibilité de diriger, en tant que classe, l'économie et la société. Elle le fait au travers des partis, ce qui n'est pas mal mais insuffisant. Pour construire une société, le parti ne doit pas intervenir tout seul, il a besoin des organes de la société : les syndicats, les organes de quartier, d'école. Il faut éduquer le prolétariat dans cette fonction.

Il faut discuter les raisons de la crise du système capitalisme, et ce que signifie pour lui l'augmentation de la technique. Cela signifie l'augmentation du niveau de vie d'une petite partie de la population, le reste n'en bénéficie pas mais perd au contraire le travail, doit vivre avec un salaire diminué, et voit ses conditions de vie empirer. L'augmentation de la technique sous le capitalisme ne signifie pas une élévation du confort de la classe ouvrière, dans le logement, le transport, mais tout le contraire. C'est par contre les assassinats qui augmentent, comme celui de Seveso en Italie, ou celui du camion de gaz de Los Alfaques en Espagne. Toute la classe ouvrière doit écrire, discuter et organiser des débats sur ces problèmes. Le capitalisme développe l'industrie pour la consommation sur la base de l'industrie chimique. Et la moitié de l'industrie chimique tue, empoisonne les ouvriers qui travaillent, la population, détruit les plantes, les fleurs, les eaux. On ne peut parler de progrès si on ne détruit pas un système de production qui ravage l'organisme humain. Le syndicat doit discuter tout cela, mais en même temps, il doit passer du plan syndical au plan politique, en montrant qu'il est nécessaire d'éliminer le système capitaliste.

La classe ouvrière doit avoir la possibilité de s'adresser de façon dirigeante à la société. Elle ne doit pas simplement le faire à travers le parti et le syndicat, en proposant des améliorations dans les conditions de travail et de vie, mais elle doit intervenir directement à travers les conseils ouvriers, en planifiant la production. Que toutes les tendances aient pleine liberté de s'exprimer, même ceux qu'on appelle "gauchistes", mais sur la base du principe qu'il faut défendre l'Etat ouvrier, car c'est l'instrument concentré du progrès de l'histoire. Il faut élever scientifiquement les discussions, dépasser le sentiment de groupe, de tendance, de fraction. La polémique doit servir à avancer dans la discussion et à unifier la capacité

LE MARCHÉ COMMUN EUROPEEN ET LE PROGRAMME ANTICAPITALISTE.....suite de la page 3

de raisonner, de penser et d'organiser. Il est nécessaire de dépasser la vieille forme de vie et de fonctionnement où l'un parle et avant qu'un autre arrive à parler la réunion est terminée. Il faut préparer les réunions avec des documents, des textes, et laisser tout le monde intervenir, organiser des discussions sur les expériences qui existent déjà, comme par exemple : comment l'URSS a-t-elle progressé malgré la bureaucratie et malgré Staline ? Comment a-t-elle avancé, et quels principes a-t-elle laissés ? Elle a laissé le principe de la propriété étatisée et de la planification, qui s'est démontré l'instrument du progrès de l'histoire, supérieur aux dommages que le stalinisme a causés. L'Etat ouvrier soviétique a supporté tout cela, et a démontré en même temps un développement dans son appui aux révolutions qui passent du féodalisme à l'Etat ouvrier.

Au fur et à mesure que la production avance, sur la base de la technification et de l'organisation de la production capitaliste, la détérioration des conditions de vie des masses augmente, que ce soit en France, en Espagne, au Portugal ou en Angleterre. La pollution, produite par l'utilisation des éléments chimiques dans la production, ne peut être empêchée dans le système capitaliste, parce qu'il s'agit pour lui de la condition essentielle de sa production. Les capitalistes ont pour objectif de voir comment ils peuvent diminuer le coût de production. Il existe une détérioration constante des conditions de vie des masses d'Europe, de leur santé, et les assassinats augmentent. Si nous additionnons tous les massacres qui se sont produits dans les pays capitalistes, par des explosions de gaz, par l'empoisonnement de l'air, de l'eau, par les éléments chimiques et le pétrole, ce sont des milliers et des milliers de morts, sans compter tous ceux dont l'état de santé diminue. Comment ne pas lutter contre cela !

On ne peut lutter contre cela uniquement de façon partielle, mais il faut lutter contre celui qui en est la cause : le système capitaliste. Le capitalisme n'a pas d'autre issue que d'agir ainsi pour être compétitif. Il faut donc l'éliminer. C'est ce que doivent discuter les masses. Les mouvements écologistes augmentent avec juste raison, non parce qu'ils ont une raison historique d'exister, mais parce que les partis ouvriers ne répondent pas à cette nécessité. Il n'y a pas de problèmes féminins et écologiques spécifiques, ces mouvements existent en tant que compléments face au manque d'une politique anticapitaliste appropriée, et sont dus à l'existence du système capitaliste.

Dans leur programme, les partis ouvriers doivent poser la lutte contre l'empoisonnement de l'air, contre l'inégalité entre l'homme et la femme, et montrer que ces problèmes se résolvent par l'élimination du système capitaliste. Le problème de la femme ne vient pas de ce que le mari l'utilise - ceci est chaque fois moindre -, mais de l'existence du système capitaliste. Les partis ouvriers doivent le discuter et poser également la nécessité de considérer le problème des enfants. Les garderies qui existent aujourd'hui sont un

attentat contre les enfants. Il existe des dizaines d'enfants de 8 à 10 ans qui meurent en travaillant, d'autres qui se suicident en Allemagne et en Angleterre, ou aux Etats-Unis, du fait de la vie dans les collèges. Ce sont des expressions provenant de la décadence du système capitaliste. C'est là l'empoisonnement social du système capitaliste. Il faut donc intervenir en montrant la nécessité de changer le système.

Si on fait comme les communistes espagnols, avec le Pacte de la Moncloa, les mères, les enfants, les paysans, vont voir qu'on ne donne pas de réponse à leurs problèmes, mais au contraire que la réponse donnée maintient le système capitaliste et, par conséquent, la dégradation de leur vie. Les camarades du Parti Communiste, du Parti Socialiste, des syndicats, vont voir que l'élévation des positions programmatiques n'est pas une catastrophe, qu'il ne s'agit pas d'un affrontement pour aller "manger les bourgeois", ou que l'armée et les bourgeois vont se soulever et avoir la possibilité d'écraser le progrès du mouvement ouvrier. La bourgeoisie n'a aucune force pour le faire, mais par contre, le mouvement ouvrier peut avancer beaucoup plus. Il faut mobiliser le mouvement ouvrier pour attirer la petite bourgeoisie, les paysans. Le paysan et la petite bourgeoisie doivent voir le prolétariat préoccupé et intéressé à donner un programme de développement de la société et du pays, en fonction de l'intérêt des masses.

Ils doivent compter sur les Etats ouvriers pour développer ce programme. On ne peut faire un tel programme et attendre qu'il s'applique de lui-même. Le Parti Communiste et le Parti Socialiste doivent montrer que le capitalisme n'a pas de force pour frapper le mouvement ouvrier. Si le capitalisme recule c'est parce qu'il n'a pas de force, et s'il ne recule pas plus cela vient du fait que les partis ouvriers et les syndicats interviennent insuffisamment. On pourrait aller encore beaucoup plus loin. Comme

il n'y a pas d'intervention du mouvement ouvrier et des masses sur tous ces problèmes, le capitalisme se sent la force de marchander et de discuter avec les directions, de les inviter à déjeuner et d'essayer de régler ainsi les problèmes.

Les syndicats ne doivent pas se limiter à lutter pour des améliorations de salaires, des conditions de travail et de vie, mais leur fonction doit s'élever. Les revendications syndicales sont insuffisantes, elles ne répondent pas à la nécessité de la vie des ouvriers. Cette réponse ne se fait déjà plus avec le syndicat, mais est unie aux transformations sociales. Il faut donc unir la lutte pour les revendications immédiates à la lutte pour les transformations sociales. Les ouvriers doivent en même temps participer à travers les conseils d'usine, de quartier, de zone, d'atelier, intervenir sur tous les problèmes. Le syndicat doit élargir sa fonction, il doit discuter tous les problèmes de la politique, du monde, l'intervention à mener pour élever les conditions de vie, qui passe par la transformation du régime social.

Pour développer la France, il faut éliminer le système capitaliste. Ceci n'est pas seulement une tâche syndicale, mais la tâche du parti et des syndicats. De la même façon que le syndicat doit lutter pour améliorer les conditions de travail et de vie dans l'usine, il doit aussi éduquer la vie des ouvriers et développer leur fonctionnement politique, pour les unir à la vie du parti et transformer la société. On ne peut mener une vie politique sans objectifs et sans programme. Cela pervertit, fait perdre du temps, entrave les luttes de la classe ouvrière. Par contre, les discussions dans le mouvement ouvrier peuvent être très bonnes si on discute des idées, des positions, du programme, parce que cela permet d'augmenter la capacité de raisonnement, de jugement, de conclusion, et d'unification de la classe ouvrière.

23 juillet 1978

J. POSADAS

EN GRECE, LES POSADISTES PARTICIPENT A LA LISTE DE LA GAUCHE UNIE POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES

Le Parti Communiste Grec (dirigé par Florakis) a formé une liste pour ces élections avec d'autres tendances de gauche. Notre parti est également présent sur cette liste. Elle comprend une partie des socialistes, des communistes du PC dit de l'intérieur (qui se sont séparés de sa direction eurocommuniste) et des indépendants de gauche.

La Gauche Unie regroupe des secteurs très importants de la population grecque qui veulent dépasser la crise et la paralysie du gouvernement de Papandreou et accomplir le programme que celui-ci a abandonné.

Tous les participants de la Gauche Unie font ensemble une active campagne de meetings dans tout le pays et ont un journal commun. Nous souhaitons un plein succès à cette expérience de front unique et qu'elle puisse se développer au niveau de toute l'Europe!

La chose la plus importante à considérer, dans la décision soviétique de retirer ses forces militaires d'Afghanistan, est son incidence dans la relation de forces mondiales entre l'impérialisme et le capitalisme mondial d'un côté, et les forces progressistes et du camp communiste de l'autre. Dans ce sens, le retrait du contingent de l'Armée Rouge ne signifie aucun abandon soviétique du processus révolutionnaire afghan, ni même un repentir par rapport aux objectifs pour lesquels l'URSS était intervenue en 1980. Les Soviétiques maintiennent tout leur appui économique et politique qui s'est accru dans la dernière période. Ils ont retiré leurs troupes parce qu'ils ont évalué que le capitalisme mondial n'a pas de force pour récupérer l'Afghanistan, et parce qu'en retirant leur présence militaire ils pouvaient accroître l'influence de l'Etat ouvrier dans d'autres parties du monde.

Chevardnadze visite la Chine et fixe la rencontre des directions communistes chinoise et soviétique, ce qui va signifier un progrès pour le mouvement communiste international. En même temps, la fonction de l'Union Soviétique s'accroît au Moyen-Orient, Chevardnadze discute avec Khomeini des accords de lutte anti-impérialiste, et établit avec l'Inde un plan d'assistance à l'Afghanistan. Le capitalisme veut imposer l'interprétation du retrait militaire soviétique comme une capitulation, mais s'il en était ainsi, on ne pourrait constater tout ce progrès de l'intervention de l'URSS dans le monde.

L'Afghanistan est une expérience réalisée par l'URSS, mais que vit tout le mouvement communiste mondial. Il est nécessaire d'approfondir le débat politique sur les raisons de l'intervention de 1980, les résultats de cette même intervention, les erreurs réalisées par les Soviétiques et la nature de ces erreurs. Il est nécessaire d'affirmer la conclusion fondamentale posée à ce moment-là par le camarade J. Posadas : les Soviétiques ont agi en fonction de la nécessité historique de défendre et d'élargir les frontières de l'Etat ouvrier. Même si une telle décision pouvait déclencher la réaction contre-révolutionnaire de l'impérialisme, les Soviétiques sont intervenus en passant au-dessus de la peur et des hésitations propres à la direction bureaucratique. La décision actuelle de retirer le contingent militaire, alors que le reste de l'assistance est maintenu pleinement, n'est pas en contradiction avec les intentions et les objectifs tracés au moment de l'intervention de 1980. Le retrait actuel est la continuation de cette intervention d'il y a dix ans, qui fut réalisée avec d'autres moyens.

Les Soviétiques retirent leurs forces militaires au moment où l'impérialisme apparaît plus impuissant que jamais dans l'histoire. Bush arrive à la présidence avec le vide électoral le plus grand de tous les temps, et une fois au gouvernement, il ne peut décider complètement avec qui il va le former. Toute la politique de domination initiale de Reagan a échoué, et l'impérialisme revient sur ses pas, même en partie en ce qui concerne les plans de guerre des étoiles. Les Américains n'ont pas abandonné leur idée de lancer la guerre, et le constant appui qu'ils donnent aux contre-révolutionnaires afghans en est une preuve, mais ils doivent la faire de la manière la plus clandestine qui soit.

C'est au milieu de cette situation mondiale que les Soviétiques décident de retirer leurs troupes d'Afghanistan, et ils le font avec une discussion intérieure très intense. Ils ont mesuré, ce qui constitue une partie de la capacité scientifique que développe la direction de l'Etat ouvrier, que le capitalisme mondial n'a pas de force pour se rétablir en Afghanistan. Il peut créer des provocations et essayer de destabiliser, mais il ne pourra jamais récupérer le contrôle économique et politique du pays.

Les Soviétiques retirent leurs militaires en cherchant un nouveau souffle, dans une situation où la seule solution militaire n'était ni suffisante ni possible. Malgré tout l'appui militaire qui s'est intensifié dans la dernière période, ils n'ont pas pu vaincre les contre-révolutionnaires payés par l'impérialisme. Et ceci ne vient pas du manque de capacité militaire par rapport à ce que possèdent les féo-

Résolution du Bureau Européen

Le retrait des militaires soviétiques et la défaite des groupes contre révolutionnaires en Afghanistan

Ces derniers ont de faibles possibilités de succès, mais dans un pays aussi arriéré que l'Afghanistan, ayant un haut degré de fragmentation géographique et sociale, il leur est relativement simple de créer des difficultés à la vie du pays au moyen d'incursions armées, de provocations, de sabotages ou d'attentats criminels, en comptant sur l'appui de l'impérialisme. Il ne s'agissait pas seulement pour les Soviétiques de vaincre les bandes féodales, mais d'exacerber le choc frontal avec l'impérialisme, le règlement de comptes entre systèmes : capitalisme contre Etat ouvrier. Les Soviétiques ne mènent pas cette politique de façon consciente. Ils ne renoncent pas aux conquêtes acquises sur le terrain de la lutte de classes à échelle mondiale, et cherchent à en atteindre d'autres, mais ils ont peur et ne sont pas préparés aux conséquences de la crise finale du système capitaliste. Et la crise capitaliste va s'aiguiser encore plus, car maintenant que les militaires soviétiques se sont éloignés d'Afghanistan, il va être impuissant à déterminer l'avenir politique de ce pays.

C'est dans la politique qu'ils ont menée face à la gauche afghane que les limitations et les difficultés des Soviétiques se sont exprimées le plus. Ils n'ont pas été capables de consolider un parti communiste ayant une structure solide. Tout en menant de l'avant une série d'initiatives politiques et économiques importantes, comme la réforme agraire - là où ils ont pu l'appliquer -, ils ont montré une grande lenteur quant à l'affirmation d'un parti marxiste à la tête du processus. Ils n'ont pas cru complètement, du fait de leur mentalité bureaucratique, à la perspective révolutionnaire, et ont essayé de remplacer celle-ci par une politique d'alliance, de "salut national". Le PDPA (Parti Démocratique Populaire d'Afghanistan) est encore un parti en formation, qui combine quelques propositions correctes avec des références au Coran et des questions nationales. Dans la dernière période, pour respecter la politique d'alliance, ils ont fait taire et mis en prison quelques dirigeants qui exprimaient des positions plus à gauche. Pour le PDPA, la politique actuelle sera une épreuve décisive. Toutes les dernières mobilisations sociales ont démontré qu'il peut compter sur un appui important de la population, et qu'une avant-garde communiste est décidée à défendre et à augmenter les conquêtes de la révolution.

L'intervention soviétique de 1980 a donné confiance et a soutenu cette avant-garde communiste, en même temps qu'elle restait contenue à l'intérieur des plans et des rythmes que les Soviétiques mettent dans leur lutte contre l'impérialisme. Ce noyau révolutionnaire afghan va devoir se développer beaucoup plus maintenant, car l'éloignement des Soviétiques signifie aussi une diminution de la pression bureaucratique, qui contenait la portée du mouvement révolutionnaire afghan. C'est ainsi que le PDPA, les communistes afghans, pourront ubérer des énergies, des forces, réaliser des expériences de progrès politique, qui influenceront immensément toute la région, le Pakistan, l'Inde, l'Iran.

Cela fait presque deux mois qu'a eu lieu le retrait militaire soviétique, et la soi-disant "guérilla" n'a été capable de réaliser aucune action militaire importante, tout en ayant l'appui de l'impérialisme et du Pakistan. La force des bandes féodales s'est démontrée un bluff, et la question afghane a déjà disparu des premières pages de la presse mondiale. Djalal-

abad, le point le plus faible de la défense gouvernementale, maintient encore sa vie normale et est même connectée avec Kaboul. La presse mondiale capitaliste a dépensé des millions de dollars pour avoir l'exclusivité de la reddition de Kaboul, des milliers de journalistes sont venus du monde entier, y inclus des dizaines d'agents de la CIA, en espérant le retour triomphal des "guérilleros". Ils spéculaient en disant que ceci se vérifiait avant, pendant ou après le retrait des Soviétiques, ils passaient leurs journées avec les gens qui se montraient sur le chemin, et disaient en regardant leur montre : "ils viendront demain". Peu après, les rédactions

commencèrent à convoquer tout le monde : "les vacances sont terminées".

Le Parti Communiste Italien est également tombé dans le piège de la propagande capitaliste, en donnant crédit à la représentation sociale des forces d'opposition. Il a changé dans la dernière étape et a accentué la critique sur la provocation et l'agression constante de l'impérialisme. De toutes façons, il en est arrivé au point d'appeler l'Afghanistan le "Vietnam des Soviétiques", tout comme le capitalisme mondial, alors que de telles positions n'ont pas eu l'appui de la base et des cadres communistes moyens. Il n'y a rien de comparable entre le Vietnam et l'Afghanistan, et il faut rejeter de telles comparaisons, destinées à diminuer l'autorité mondiale des Soviétiques. Ceux-ci sont intervenus en Afghanistan pour aider le progrès, alors que les Américains avaient un but opposé au Vietnam. Alors que les Soviétiques sont sortis par là où ils sont entrés, les Américains se sont échappés de Saïgon au milieu d'une confusion désespérée. 15.000 Soviétiques sont morts en Afghanistan, et ils n'étaient pas là pour écraser un peuple, mais ils avaient la volonté et l'intention d'impulser la transformation sociale du pays. La IVe Internationale Posadiste leur rend hommage et sa-lue l'Etat ouvrier soviétique, qui est la structure capable de générer une telle conscience sociale et humaine.

Le voyage de Gorbatchev en Chine et les mobilisations pour le progrès de la démocratie socialiste

Nous publierons dans les prochains numéros de Lutte Ouvrière, des analyses plus complètes du processus qui se déroule actuellement en Chine.

Les mobilisations de millions d'étudiants sur la place de la paix céleste à Pékin expriment la volonté de toutes les masses chinoises, de progrès communiste, d'élimination de la tendance contre-révolutionnaire de la direction chinoise.

Pendant près de trois semaines, les soldats et les étudiants se trouvaient face à face, fraternisant, malgré les ordres reçus de dégager la place. Les détachements de soldats envoyés pour tirer sur les gens, sont venus des provinces lointaines, et ces différentes tendances de l'armée chinoise se battent entre elles. L'armée n'est pas homogène et il ne faut pas oublier qu'un secteur de l'armée a participé à l'invasion du Vietnam.

Les travailleurs ont rejoint les étudiants, et le mouvement s'étend, se développe. Tous les dirigeants des différents gouvernements occidentaux paniquent, parcequ'ils se rendent compte que le processus de mobilisations en Chine, conduit à rompre toutes les conciliations des dirigeants chinois avec les pays capitalistes et surtout conduit à un rapprochement avec l'Union Soviétique. Ce n'est pas pour rien que Gorbatchev a été accueilli avec enthousiasme, par les étudiants lors de son voyage en Chine. Les mobilisations des masses chinoises démontrent la volonté de défendre l'Etat ouvrier chinois, de défendre Mao Tsé Toung comme un révolutionnaire contre les provocateurs, de créer les conditions pour faire une "Perestroïka" et une "Glasnotz" en Chine. Nous soutenons avec toute notre ferveur, notre passion communiste les masses chinoises qui créent les conditions pour le progrès socialiste de la Chine, et pour la réunification du mouvement communiste mondial. Cela représente une défaite singlante pour l'impérialisme américain et le capitalisme mondial.

VIVE LA LUTTE DES MASSES CHINOISE POUR LE PROGRES DE L'ETAT OUVRIER !



Mikhaïl Gorbatchev a rencontré les étudiants chinois le jour même où plus d'un million de manifestants s'emparaient des rues de Pékin.

Le retrait des militaires soviétiques et la défaite des groupes contre-révolutionnaires en Afghanistan.....suite de la page 5

L'impérialisme n'a pas pu créer un mouvement anti-soviétique face à l'intervention de l'URSS en Afghanistan. Tous ses boycotts se sont retournés contre lui, et ils ont été lâchés par une partie des autres pays capitalistes. Carter a décidé un boycott céréalier auquel les Soviétiques firent face en obtenant le grain dans d'autres pays et à de meilleurs prix. L'impérialisme a dû sortir de l'argent pour compenser la perte des producteurs agricoles, et a perdu en plus un client de l'importance de l'URSS. Le boycott des Jeux Olympiques a permis aux Soviétiques de réaliser une grande démonstration sportive, culturelle et sociale, jamais réalisée jusqu'alors, à laquelle ont participé des délégations du monde entier. Par contre, au moment de la lutte de libération au Vietnam, un immense mouvement mondial anti-impérialiste s'est constitué. Le Vietnam fut le "triomphe de l'humanité", comme l'a analysé le camarade J. Posadas. Des millions de gens se sont mobilisés dans le monde en appui au Vietnam, et même dans le coin le plus reculé de la planète on a fêté la chute de Saïgon. Par contre, avec l'Afghanistan aujourd'hui, quelle manifestation y a-t-il eue ? Qui a fêté le retrait militaire soviétique ?

Les communistes vietnamiens ont convaincu le monde de la légitimité de leur lutte, à travers leur programme de transformation socialiste, qu'ils énonçaient et mettaient en pratique dans les zones libérées, sous le contrôle du FLN. Un tel programme a été discuté et approuvé par des centaines d'assemblées et de manifestations dans le monde entier. Les enfants et les femmes vietnamiennes ont représenté les symboles de l'intégration humaine la plus complète, qui fut possible du fait de l'unité établie par la construction socialiste de la société. Par contre, ces "guérilleros" afghans nomment un gouvernement fantoche, produit d'une répartition par morceaux du pays en petits pouvoirs, imposés sous des formes religieuses obscurantistes. Ce sont des assassins qui sont en train de répartir un butin qu'ils n'ont pas encore entre les mains. Et les relations humaines, à l'intérieur de ces bandes, sont plus arriérées encore que celles du féodalisme : la femme est transportée attachée et en cachette.

Les yankees ont inondé le Vietnam de nappes et de produits chimiques qui ont éliminé toutes formes de vie végétale, et il existe encore aujourd'hui des zones qui ne peuvent être réintégrées à la production, du fait des dommages qu'elles ont subis. Les Soviétiques, par contre, ont apporté une grande contribution à l'agriculture afghane avec le développement de la réforme agraire et l'incorporation de nouvelles zones à la production. Ils ont accru le réseau électrique, le réseau routier, l'approvisionnement en eau potable, ils ont établi les bases d'une structure économique et politique proche de celle de l'Etat ouvrier. Au Vietnam, après la défaite des yankees, s'est établi un régime social et économique dont les caractéristiques étaient opposées à celles qui existaient auparavant. Il n'y a qu'un seul aspect que nous devons accepter comme similaire en ce qui concerne le Vietnam et l'Afghanistan, c'est que dans les deux cas, le retrait des marines dans l'un, et le retrait des militaires soviétiques dans l'autre, ce sont les communistes qui sont restés au pouvoir.

L'unique voie de progrès pour l'Afghanistan est celle de l'Etat ouvrier. Essayer de brûler les étapes historiques, et passer de l'arriération au socialisme, n'est pas une imposition, comme le disent les communistes, mais c'est ce qu'ont fait les révolutions les plus importantes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Le processus de la révolution permanente n'est pas le fruit de la volonté des Soviétiques, ni des communistes afghans dits "durs", ni même une invention de Trotsky et de Posadas, mais une nécessité du progrès de l'histoire. Le système capitaliste ne peut diriger l'Afghanistan que sur la base de l'arriération. Les pays dans lesquels l'impérialisme domine

vivent dans des conditions misérables, et sont gouvernés par de petits secteurs assassins. Au Pakistan, par exemple, l'élection de Bénazir Bhutto a été importante, mais la plus grande partie du pouvoir est aux mains des commandos militaires, qui agissent en accord avec les plans du Pentagone, et imposent des relations sociales internes pires que celles du Moyen-Age. Ceux-ci ont dû céder une partie du pouvoir à Bénazir Bhutto, parce que cela leur a été imposé par le rapport de forces mondiales et par l'influence du processus révolutionnaire afghan.

La furie de l'impérialisme contre l'Afghanistan est due au fait qu'il a vu les Soviétiques décidés à mener de l'avant une expérience qui allait avoir des répercussions dans toute la région. La "peur soviétique" face aux musulmans de la région, et à l'influence qu'ils pourraient avoir sur les musulmans soviétiques, est un mensonge. La peur réelle vient de l'impérialisme et des chefs de clans, face à l'influence de l'URSS et au progrès révolutionnaire afghan. Un tel progrès est représenté par le paysan afghan, qui s'intègre à la réforme agraire, et qui aujourd'hui accroche le portrait de Lénine au mur de sa cabane. Les musulmans soviétiques, comme cela s'est passé avec une partie des musulmans qui se sont intégrés à la révolution afghane, dédient une journée de prières à Allah, mais les autres jours ils lisent Lénine et se laissent guider par lui.

Une partie du PDPA a essayé et persiste encore, avec l'appui des Soviétiques, dans la politique d'alliance avec les bourgeois existant en Afghanistan, qui s'opposent aux bandes féodales. Mais ceux-ci n'ont aucune importance économique et politique. C'est pour cela qu'au lieu d'appuyer ces secteurs, qui seraient plus proches d'elle du point de vue de classe, la bourgeoisie mondiale donne tout son soutien financier, militaire et politique, aux féodaux. Ceci devrait être une preuve suffisante de l'impossibilité d'une issue capitaliste aux problèmes de l'Afghanistan. Il peut exister quelques bourgeois, mais il n'est pas possible de créer une classe bourgeoise, de créer les relations économiques et sociales nécessaires à son existence. S'allier à ces secteurs n'est pas mauvais, mais on ne peut ni dépendre d'eux, ni prétendre à ce qu'ils aient une représentation sociale qui puisse persuader les contre-révolutionnaires de faire un pacte avec le gouvernement. L'organisation du pays passe par l'étatisation, la programmation centralisée de l'économie, et l'achat de la production payanne, qui doit se baser sur la coopération entre les petites propriétés et la distribution démocratique des marchandises sous contrôle des masses. Il est également nécessaire de rapprocher plus l'économie afghane de l'économie soviétique. Toutes les propositions économiques doivent compter sur l'appui et la participation active de la population, ce qui va déterminer la croissance culturelle et politique des masses afghanes, tout comme le progrès de la constitution du parti communiste à la tête du pays.

Un secteur des communistes afghans a déjà acquis la notion de mener de l'avant, avec toutes les conséquences, le programme de transformation sociale et de centralisation du pays. Le contrôle des principales villes indique l'influence des communistes sur une partie importante de la population. Il est nécessaire maintenant de surmonter l'étape antérieure où, avec la complicité des Soviétiques, on changeait constamment de directions dans un processus instable, à cause de l'absence d'un programme plus résolu de transformation socialiste.

Il est nécessaire d'appuyer de toutes ses forces le processus révolutionnaire afghan, que ce soit de la part des Etats ouvriers et des Etats révolutionnaires, ou bien de la part des partis communistes, socialistes, et des centrales syndicales du monde. Le progrès de l'Afghanistan aura une grande répercussion dans toute la ré-

gion. Il faut tenir compte du fait que, parmi les raisons qui ont conduit au retrait des militaires soviétiques, l'une d'elles a été l'absence d'un appui plus intense de la part du mouvement communiste mondial. Cela est dû en partie au fait que les partis communistes, comme par exemple le Parti Communiste Ita-



La remise des terres aux paysans : conséquence de l'intervention soviétique

lien, n'ont pas compris ce processus, mais aussi au manque d'assurance des Soviétiques pour pouvoir développer de façon supérieure la révolution afghane. Il n'y a qu'en Belgique que s'est constitué et s'est maintenu un important comité d'appui à la révolution afghane, formé par les posadistes et un secteur des communistes. Un tel manque d'appui mondial n'a pas été la raison primordiale du retrait des Soviétiques, mais il a influé sur ses hésitations.

Les partis communistes n'ont pas appuyé l'Afghanistan, comme ils l'ont fait au moment où les Soviétiques appuyaient militairement le Vietnam, l'Angola ou bien le Nicaragua. Ils ont eu peur face à la perspective d'une réaction de l'impérialisme, face à la possibilité de la guerre. Par contre, toute l'incapacité de l'impérialisme a été démontrée : les Soviétiques sont entrés en Afghanistan, ils y ont établi des bases importantes pour son progrès, ils retirent maintenant leurs troupes, et l'impérialisme n'a pu empêcher ce processus ni avant, ni pendant, ni après. Par conséquent, les conclusions de ce processus vont à l'encontre de l'impérialisme, car il est un stimulant au processus révolutionnaire dans le monde entier. Les résultats de l'importante tournée de Chevardnadze le démontrent.

L'expérience de l'Afghanistan constitue un enseignement pour ce qui est des moyens et des instruments pour le progrès : le concept de la démocratie est opposé à l'épreuve de la réalité. Les communistes italiens, après avoir insisté sur le retrait des Soviétiques, en posant des choses telles que "dehors les Soviétiques et que les Afghans soient seuls à décider", ou bien "élections libres", se retrouvent maintenant sans politique, et Occhetto déclare à Moscou que "malheureusement le retrait des militaires soviétiques n'a pas conduit à la paix que nous voulions tant". Quel que soit le cours que prennent les événements, ceux-ci échappent aux prévisions des communistes, qui sont d'ailleurs plus des désirs que des prévisions. Dans le cas hypothétique où les contre-révolutionnaires gagneraient, ceux-ci ne convoqueraient jamais des élections libres et démocratiques, ils ont juré de tuer non seulement les communistes, mais aussi le roi qui est exilé à Rome. Ces barbares se répartiraient le pays au moyen de guerres entre eux. Et si les communistes s'affirmaient au gouvernement, cela démasquerait l'absence de représentation sociale des "guérilleros".

Les intérêts qui guident ces bandits se sont

déjà exprimés dans la répartition des charges du gouvernement fantoche. Et ce n'est pas leurs luttes intérieures, comme le présente la presse capitaliste, qui empêchent la victoire finale. Ces luttes intérieures sont bien réelles, et s'exaspèrent comme conséquence de l'impossibilité de parvenir à des résultats militaires importants. L'unique possibilité pour les contre-révolutionnaires serait d'agir au moyen d'une invasion massive de l'armée pakistanaise, avec l'appui ouvert de l'impérialisme, ce que les Soviétiques ne pourraient pas permettre.

On peut dire aujourd'hui que la démocratie s'est développée en Afghanistan comme résultat de l'intervention des Soviétiques, et on peut le constater par l'existence du PDPA, un parti communiste en formation, et une avant-garde communiste décidée à diriger le pays, avec les moyens politiques et militaires qu'ils ont pour affronter l'agression militaire des bandes féodales. La proposition que les Afghans décident seuls est absurde. Si un Afghan a un pistolet et un autre a seulement faim, qui peut décider ? Quel genre de démocratie est-ce là ? Il en était ainsi avant, mais aujourd'hui on peut dire que les conditions démocratiques ont augmenté : il existe un PDPA qui a développé la conscience dans le programme et la politique pour le progrès du pays, et les masses peuvent intervenir sans qu'elles soient assassinées. Tout ceci démontre que l'intervention soviétique a été nécessaire, qu'on ne pouvait y parvenir par un autre moyen, et les Afghans peuvent compter aujourd'hui sur une plus grande quantité d'instruments pour pouvoir décider.

Même s'il n'existe pas chez les Soviétiques une entière conscience et une pleine homogénéité, on ne peut parler de "repentir", ni de "correction de la politique brejnévienne", dans la décision du retrait de l'Armée Rouge d'Afghanistan. La discussion interne est de savoir si les Afghans pouvaient ou non résoudre eux-mêmes la lutte contre les mercenaires provenant du Pakistan. On ne met pas en question les objectifs pour lesquels les Soviétiques sont intervenus, même si la décision a été adoptée par deux ou trois dirigeants du Bureau Politique. Le processus actuel de régénéscence partielle est le résultat de la croissance économique, politique et sociale de l'Etat ouvrier, et le progrès de la démocratie soviétique constitue une part importante de ce processus. A l'inverse des analyses que font les communistes italiens, par rapport à l'Afghanistan, disant que le processus de démocratisation actuel rectifie les erreurs commises à l'étape de Brejnev, ce processus démocratique se produit maintenant parce qu'il y a eu avant l'intervention soviétique en Afghanistan. Sans avoir la conscience la plus complète et en prenant des mesures comme celle de l'intervention en Afghanistan, Brejnev a centralisé la direction soviétique dans une politique d'affrontement plus élevé avec le capitalisme mondial.

Il est nécessaire d'élargir le front unique mondial en appui au processus révolutionnaire afghan, le front des Etats ouvriers, des partis communistes, socialistes, des syndicats, des mouvements nationalistes et révolutionnaires, des "non-alignés", et de discuter l'expérience afghane en tant que telle, en soutenant tout l'effort des Soviétiques pour maintenir l'Afghanistan à l'intérieur du camp de la révolution.

26 Mars 1989.

Le programme de notre ordinateur n'étant pas tout à fait au point, nous demandons à tous nos lecteurs de bien vouloir être indulgents quant aux erreurs de coupures de mots.

Merci !

Le bureau Européen de la IV^{ème} Internationale Posadiste appelle à voter pour les partis communistes et les socialistes de gauche.....suite de la page 1

Europe. Mais il suffit d'établir un bilan dans n'importe quel pays d'Europe capitaliste pour se rendre compte que le niveau de vie et de culture, le niveau des rapports sociaux et humains, ont considérablement baissé.

La perspective n'est pas meilleure pour les prochaines années. Le capitalisme n'a pas la possibilité de faire des concessions. Il doit de plus en plus faire pression sur les travailleurs pour augmenter le rendement du capital investi. Pour imposer un secteur aux autres, il doit à chaque fois s'attaquer aux conditions de vie de la population.

POUR UN PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE EUROPEENNE

Face à cette situation, les organisations syndicales et les partis de gauche, communistes, socialistes et autres, doivent proposer un programme qui soit une réelle alternative aux mesures de concentration que prépare le capitalisme. A la place de la production d'armes, les partis de gauche doivent proposer un programme qui tienne compte des problèmes de la population des différents pays. Ils doivent faire un plan concret des travaux à réaliser pour résoudre les problèmes du logement, de la santé, de l'enseignement, du travail en général, pour permettre à tous les jeunes en Europe d'étudier et d'avoir une formation en rapport avec les possibilités offertes par le développement des forces productives et les aspirations que ces forces engendrent.

Il est certain qu'en tenant compte de la politique que mènent les partis socialistes, les conditions sont difficiles pour mener de l'avant une telle campagne. Mais on ne peut pas attendre du Parlement Européen qu'il soit le porte-parole de la volonté des travailleurs, non seulement parce que ce parlement n'aura qu'un pouvoir symbolique, mais parce que les secteurs conservateurs auront la maîtrise du peu de force qu'il aura.

Tout en participant à cette campagne pour les élections européennes, il faut tenir compte que l'objectif fondamental ne se limitera pas aux possibilités de ce Parlement Européen, mais portera sur les luttes à mener dans les usines, dans les bureaux, dans les universités, dans les centres de travail, afin d'organiser à la base un grand mouvement social capable d'imposer un changement structurel dans l'organisation de l'économie de tous les pays d'Europe.

On a beau dire que les gens ne participent pas aux mobilisations, que le consensus s'impose partout. Cependant on peut voir que lorsque la population trouve un centre pour se mobiliser, elle le fait de façon massive et concentrée, sans aucune distinction d'appartenance à un parti ou un autre. Il y a quelques mois, l'Espagne a ainsi connu, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, une grève générale à laquelle participaient 80% de la population. Il y a aussi l'exemple plus récent de la

Corse où, pendant plusieurs semaines, la population s'est mobilisée dans une entente complète entre les différentes organisations syndicales. Après cela, la Corse est un des rares endroits en France, où la manifestation du Premier Mai s'est déroulée dans l'unité.

Voilà des exemples de la vitalité et de l'esprit combatif intact de la population qui n'attend que les directions politiques et syndicales pour lui donner un centre. Il n'y a pas de grandes mobilisations actuellement, mais cela ne vient pas du fait que les travailleurs ont perdu leur capacité de combat, mais qu'ils sentent la nécessité d'une direction pour mener au succès leurs luttes.

L'unification de l'Europe sous la direction capitaliste, ne changera rien et ne fera qu'aggraver les problèmes qui existent actuellement, mais ces circonstances peuvent être l'occasion, par contre, d'une unification des partis de gauche et des syndicats européens. Plusieurs réunions des syndicats se sont d'ailleurs tenues avec cet objectif. Nous proposons d'établir le plan des conquêtes les plus élevées obtenues dans les différents pays d'Europe et de préparer sur cette base un programme global pour l'ensemble de la Communauté Economique Européenne.

POUR UN FRONT UNIQUE AVEC LES ETATS OUVRIERS

Nous proposons aussi que les travailleurs d'Europe capitaliste développent pleinement les relations avec les Etats ouvriers. Dans tous ces pays, il y a actuellement des mouvements qui, loin d'exprimer une condamnation du marxisme, montrent toute sa vitalité, parce que ce sont des mouvements pour se libérer de la bureaucratie et le marxisme est à l'opposé de la bureaucratie. Le marxisme est une méthode d'analyse et d'action qui permet d'organiser une nouvelle société dans laquelle tout le monde peut réellement s'exprimer et participer librement à sa construction. C'est ce que sont en train de revendiquer les travailleurs de tous les Etats ouvriers.

Les récentes manifestations en Chine sont l'expression la plus vive de la conscience élevée de la jeunesse de ce pays, qui a déjà connu le fonctionnement des communes. Les étudiants se sont mobilisés depuis plus d'un mois, et pas une seule vitrine n'a été cassée à Pékin, ni ailleurs en Chine. C'est parce que les étudiants chinois considèrent les biens existant dans ce pays comme les leurs. Ce mouvement ne revendique pas plus de démocratie dans un sens capitaliste, mais plus de démocratie dans le sens d'une participation créative de la population à la direction de la société. Ce mouvement cherche à éliminer toute la bureaucratie qui a voulu liquider l'expérience de la révolution chinoise, en installant un pouvoir qui essayait d'imiter le mode et les formes de vie capitalistes.

Aucun journaliste n'a mentionné cet ordre formidable dans lequel se réalisent les manifestations, et surtout les revendications se rapportant à la liquidation de tout pouvoir

bureaucratique, sur fond de drapeaux rouges et du chant de l'Internationale. Ce même mouvement contre le pouvoir bureaucratique est en train de se développer dans les autres Etats ouvriers. Les partis de gauche en Europe, les syndicats, les écologistes, les mouvements chrétiens de gauche doivent s'appuyer sur cette nouvelle réalité.

Nous sommes face à un nouveau monde, c'est vrai. Mais celui-ci ne va pas naître de l'Europe que les grands capitaux veulent mettre sur pied. Il va surgir de la puissante structure matérielle qui existe dans les pays socialistes et qui démontre la supériorité de l'étatisation de la propriété, de la planification de la production et du monopole du commerce extérieur. Il existe également des forces productives immenses dans les pays capitalistes d'Europe, qui doivent se libérer sous le contrôle de ceux qui travaillent. Il faut que les partis de gauche se rassemblent pour discuter comment préparer cette impulsion. Les travailleurs des pays capitalistes ne vont pas supporter la faim et la misère, alors qu'ils savent qu'ils ont été capables de produire des richesses aussi énormes et de développer de manière aussi profonde les forces productives.

LE 18 JUIN PROCHAIN VOTER POUR LES PARTIS COMMUNISTES ET LA GAUCHE SOCIALISTE

Pour ces prochaines élections européennes, nous appelons les masses européennes à concentrer leurs voix sur les partis communistes. Il est important que ceux-ci réunissent autour d'eux une grande force, et s'ouvrent en même temps aux autres organisations de la gauche, pour qu'elles puissent s'exprimer en toute indépendance, comme les écologistes qui, dans les dernières années ont gagné un poids important dans les différents pays.

Les partis communistes doivent accepter les initiatives qui viennent d'autres organisations de la gauche. C'est dans le front unique des partis de gauche et des organisations syndicales qu'il sera possible d'accomplir les transformations sociales

nécessaires pour construire une nouvelle société.

En Belgique, pour la première fois, le Parti Communiste ne se présente pas aux élections. Nous avons donné notre point de vue à ce sujet dans d'autres articles de Lutte Ouvrière. Mais cela crée une situation nouvelle face à laquelle nous appelons à se prononcer pour la gauche socialiste, concrètement pour Ernest Glinne sur la liste socialiste. Les autres candidats socialistes, et en particulier José Happart, n'expriment aucune préoccupation pour les problèmes sociaux posés par l'unification capitaliste de l'Europe. Nous ne considérons pas pour cela que Glinne pourrait, par sa seule bonne volonté, mettre sur pied un programme et une action de lutte contre le grand capital. Le Parlement Européen n'a aucun pouvoir réel sur la société capitaliste européenne. Mais c'est une tribune à partir de laquelle nous invitons la gauche socialiste à s'exprimer, à dénoncer la concentration et la recherche du profit capitaliste et à rechercher l'alliance avec les partis communistes, les Ecolos, à se faire l'écho des mobilisations et des luttes ouvrières dans les différents pays d'Europe capitaliste. L'organisation de la gauche dans le Parti Socialiste est toujours nécessaire, et les organisations à la gauche du PS, comme le Parti Communiste, le PTB ou le POS ne peuvent pas envisager leur intervention comme un remplacement de ce front de la gauche. Le programme que défendent le PTB ou le POS dans ces élections est certainement plus juste que celui du PS, mais ils ne peuvent se présenter à ces élections comme les seuls capables de diriger ces luttes. Le front unique est indispensable en Belgique et dans les différents pays d'Europe, car les masses des travailleurs restent organisées dans différents partis, même s'ils ont volonté de changer la société. C'est aussi au travers des partis communistes d'Europe et de la gauche socialiste que le front avec les Etats ouvriers est réalisable. Dans notre appel à soutenir la candidature de Glinne, comme candidat de gauche socialiste, nous tenons en compte tous ces aspects. Et nous appelons surtout à ne pas attendre du Parlement Européen la solution aux problèmes des travailleurs, et à se préparer aux luttes qui suivront ces élections.

le 25 mai 1989.

LA PUBLICATION DES OEUVRES DE LEON TROTSKY EN UNION SOVIETIQUE.....suite de la page 8

l'orientation du mouvement communiste mondial. Il est donc nécessaire de considérer toutes les riches expériences des sept premières années de l'Etat ouvrier soviétique, les profondes expériences de progrès de la Révolution Russe et mondiale, et l'oeuvre réalisée par Posadas, comme une unité.

On ne peut mesurer l'élévation de l'Etat ouvrier sur la seule base du succès économique. Khrouchtchev s'est présenté au monde avec le communisme du "goulasch", avec toutes sortes de promesses prétentieuses pour dépasser, en l'espace de trente ans, l'économie yankee. On ne peut mesurer les succès de l'Etat ouvrier par le seul aspect économique, il faut le mesurer aussi sur le plan de la supériorité des relations humaines et culturelles. C'est la capacité d'établir une communication humaine supérieure, de développer une société dans laquelle les jeunes et les vieux participent tous sans être soumis à la politique d'exclusion qui est la vie de la propriété privée.

L'URSS est entrée dans une nouvelle phase historique, en tant que direction de l'humanité. Il est nécessaire que Moscou soit un centre d'idées révolutionnaires, qui ren-

forcent la confiance de l'avantgarde ouvrière et révolutionnaire dans l'application de la méthode marxiste. Il est nécessaire de réanimer le mouvement communiste mondial, avec le sentiment d'un internationalisme qui franchit les frontières nationales, avec la compréhension que la construction du socialisme est une tâche internationale qui exclut toutes issues nationales. Le parti n'est pas seulement nécessaire pour abattre le capitalisme, mais pour la construction du communisme. Ce n'est pas un processus aveugle, comme le fut le développement de la société de classes jusqu'à maintenant, mais un processus de construction scientifique, basé sur les sentiments humains. Il est nécessaire également que l'Union Soviétique soit vue comme un centre constant de discussion communiste et culturelle, imprégnée d'une culture révolutionnaire qui ne soit soumise en aucune façon aux normes bourgeoises de la culture, en tant que symbole d'un statut social. Trotsky et Posadas donnent les éléments théoriques pour une telle culture révolutionnaire, qui doit faire partie de l'éducation de l'avantgarde révolutionnaire mondiale.

Mars 1989.

Résolution du Bureau Européen

LA PUBLICATION DES OEUVRES DE LEON TROTSKY EN UNION SOVIETIQUE

Nous saluons avec toute notre passion la décision de publier en Union Soviétique les œuvres de Trotsky antérieures à 1924, pour le centenaire de sa naissance. Il s'agit là d'une quantité énorme de textes, y inclus ceux sur la Révolution Permanente, des articles sur le mouvement ouvrier international, sur le cours de la Révolution Russe, et des interventions sur la IIIe Internationale, que l'on met à la disposition des nouvelles forces qui se développent dans les Etats ouvriers.

Cela accélère la vie politique que le processus de changements en URSS va stimuler. Par ailleurs, nous considérons comme fondamentale la publication en Union Soviétique des œuvres de Trotsky postérieures à 1924 et à son expulsion de l'URSS par le stalinisme, spécialement en ce qui concerne "l'Histoire de la Révolution Russe" et la "Révolution Trahie".

Le "retour à Lénine", proposé par la direction du PCUS, signifie logiquement le retour à Trotsky, parce que ce sont les dirigeants essentiels de la Révolution d'Octobre avec le Parti Bolchevique, et que leurs orientations ont été fondamentales pour le cours de la révolution dans les années qui lui sont immédiatement postérieures. La politique du "retour à Lénine", la republication des œuvres de Trotsky, la condamnation des crimes du stalinisme, sont l'expression logique du progrès immense de l'URSS, qui affecte tous les autres Etats ouvriers, que ce soit en Europe orientale ou en Chine, quelle que soit la résistance que ce processus trouve en chemin. A échelle mondiale, les changements en URSS vont agir comme une orientation générale de la révolution mondiale, et vont ouvrir une nouvelle étape dans la rénovation politique du mouvement communiste mondial, ayant de profonds effets sur les courants socialistes et nationalistes révolutionnaires.

Le retour à Lénine et à Trotsky, qui s'affirme maintenant, est le résultat du processus qui s'est développé pendant et après la IIe guerre mondiale, quand l'Etat ouvrier soviétique a enterré la contre-révolution nazie et s'est créé à partir de l'expansion du processus révolutionnaire mondial. De nouveaux Etats ouvriers se sont ensuite établis, de l'Allemagne jusqu'à la Chine. Effectivement, ceci a miné et a affaibli la vieille conception stalinienne du "socialisme en un seul pays", et a préparé de façon objective le chemin pour la liquidation de la bureaucra-

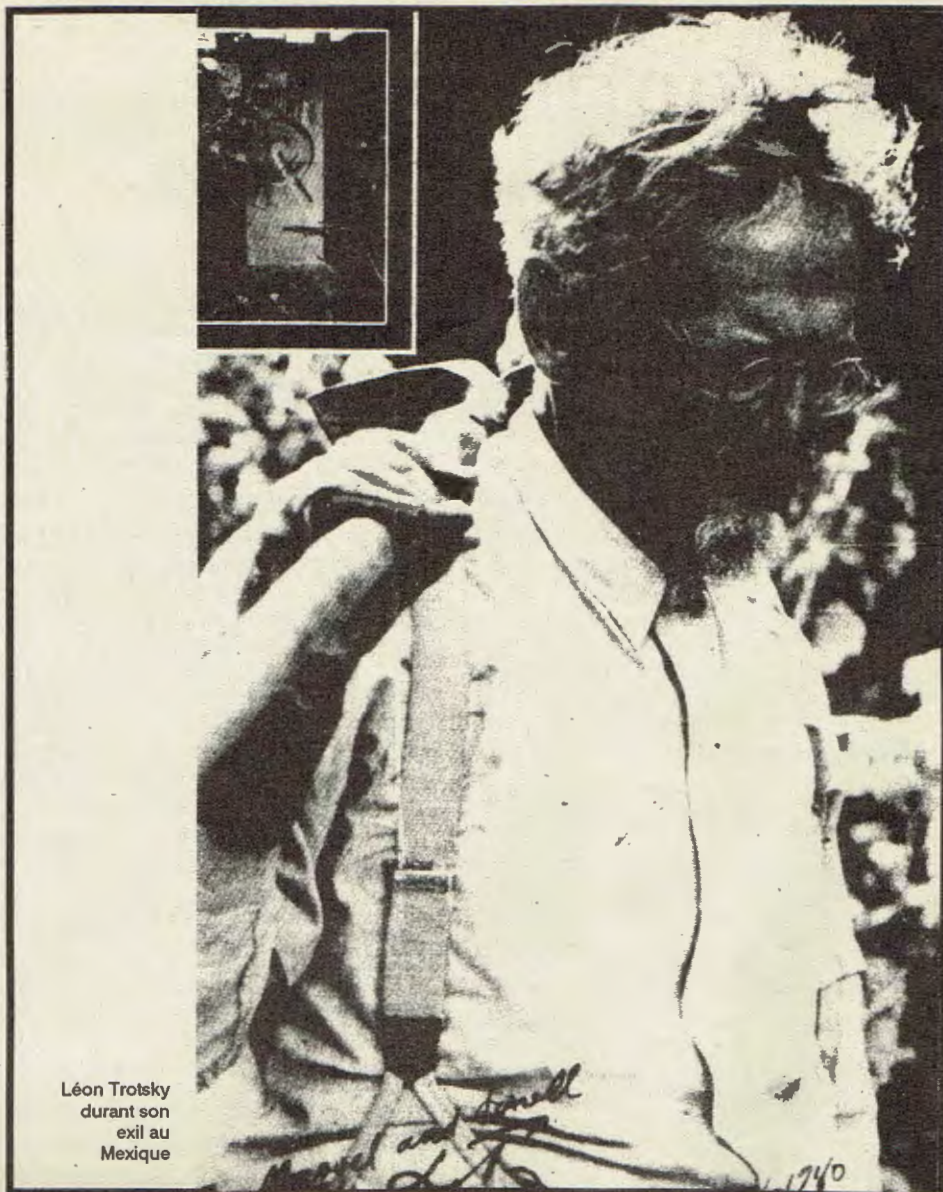
tie.

Le processus de changements en Union Soviétique a été retardé, non par la limitation de l'Etat ouvrier en tant que tel, mais parce que le marxisme a été expulsé de l'URSS. Le type de fonctionnement que Lénine et Trotsky avaient développé, avec le Parti Bolchevique, a été systématiquement détruit par la bureaucratie, qui a remplacé la vie politique des masses par le contrôle de fonctionnaires qui n'agissaient pas en représentants du marxisme mais en fonction de leur appétit pour les privilèges et le pouvoir.

Il y eut alors un retard dans les changements au sein des Etats ouvriers, ne correspondant pas au changement objectif de leurs relations avec le processus mondial. Le régime de Khrouchtchev, par exemple, a attaqué les crimes de Staline, mais il le fit d'une façon très limitée dans sa portée et sa profondeur. Cela n'a pas conduit à une discussion sérieuse sur le fonctionnement de la bureaucratie. La période de Brejnev, par contre, n'a pas été une période de "stagnation" comme on le lui attribue aujourd'hui. C'est pendant cette période qu'a commencé un sérieux effort pour liquider les couches les plus pernicieuses et les plus corrompues de la bureaucratie, comme par exemple dans les syndicats et le parti. Depuis lors, le processus a acquis de la force. Dans la période de Gorbatchev, spécialement depuis la XIXe Conférence du PCUS, il n'y a pas seulement eu une offensive massive contre les éléments bureaucratiques et corrompus, mais aussi le début d'un effort pour développer le fonctionnement de l'Etat ouvrier sur la base de l'intervention des masses, en soumettant les appareils administratifs à la population.

Beaucoup de choses ont été réalisées, mais en même temps il y a encore beaucoup à faire. La discussion sur le stalinisme doit donc être développée de façon beaucoup plus profonde et non comme une question académique. La pleine discussion de ce phénomène, sur la base de la méthode marxiste, accélérera énormément la capacité du PCUS et du mouvement communiste mondial pour appliquer le marxisme aujourd'hui et dans l'avenir, et augmentera la confiance dans la méthode et le rôle du parti. Le stalinisme a perverti le marxisme, et le nettoyage du marxisme de toute l'incrustation staliniste est une base indispensable pour le progrès futur de l'humanité.

La récente discussion sur la NEP, par ex-



Léon Trotsky
durant son
exil au
Mexique

emple, a été obscurcie par des analogies avec l'actuelle situation de l'URSS, alors que celles-ci n'existent pas. Aujourd'hui, l'URSS n'a pas besoin d'une NEP, qui signifie faire des concessions au capitalisme, comme certaines personnes l'ont argumenté. L'attitude de Lénine vis-à-vis de la NEP a été de considérer cette politique comme une nécessité à un moment très difficile de l'Union Soviétique, à la suite des immenses dommages produits à l'économie soviétique par la guerre contre l'armée blanche. Mais il l'a vue comme une politique à court délai, qui exigeait la vigilance constante du parti et des soviets, afin d'empêcher le poids excessif de couches petites bourgeoises dans le pays, qui influençaient même le parti. La contribution de Trotsky à cette discussion a été importante et ignorée : il avait prévu et démontré qu'en permettant le développement des paysans riches, on créait un sérieux danger. Et ceci s'est démontré correct, puisque Staline fut obligé de changer de façon abrupte le cours de sa politique vers une collectivisation violente, pour laquelle il n'y avait aucune préparation. L'Oppositor de Gauche avait appuyé la centralisation de l'économie, mais sur la base du fonctionnement des soviets et d'une vie politique pleinement active dans le parti.

D'un autre côté, la décision de la direction soviétique de faire en sorte que les prix reflètent d'une façon réelle les relations des échanges de marchandises dans l'Etat ouvrier, pour en finir avec les prix établis par la bureaucratie sur la base de l'arbitraire, est un exemple d'une grande confiance dans le fonctionnement de l'économie soviétique.

Ceci correspond à la nécessité objective de liquider le gaspillage, de développer la qualité et non seulement la quantité de production. La limitation de la discussion actuelle vient de la tendance à voir l'économie comme le facteur le plus important dans le développement de l'Union Soviétique. C'est ainsi que se présente souvent la discussion : on met l'accent sur le développement du commerce avec les économies capitalistes les plus avancées, sur les attraits matériels qui existent pour dépasser les déficiences économiques. C'est la même chose dans l'agriculture où, face aux expédients de la gestion bureaucratique de la terre, on met

l'accent sur le loyer de celle-ci. Ce sont des mesures qui ne peuvent donner une issue à ces problèmes, et qui reflètent les limitations existant dans le fonctionnement du parti, face aux difficultés qui ont été créées par la bureaucratie.

La conclusion la plus importante que l'on peut tirer du mot d'ordre du "retour à Lénine" et de la décision de publier les œuvres de Trotsky, est la nécessité d'élever la vie politique du PCUS. C'est une conséquence logique de tout le progrès réalisé récemment par l'URSS, et l'ouverture à une participation beaucoup plus grande de la population dans le processus du gouvernement de l'Etat ouvrier. De la Révolution d'Octobre à aujourd'hui, il y a eu un changement fondamental dans la relation de forces mondiales. La situation objective est énormément supérieure à celle de la période de Lénine et de Trotsky. L'Etat ouvrier se développe complètement et le capitalisme mondial, en tant que système historique, est en décomposition irrémédiable. L'avantage est totalement du côté de l'Etat ouvrier. Mais en même temps que nous invoquons la publication des œuvres de Trotsky en URSS, il est nécessaire d'incorporer les œuvres de Posadas dans cette discussion.

Le monde d'aujourd'hui n'est pas celui de Lénine et de Trotsky. Leurs œuvres, du point de vue des principes, n'ont rien perdu, mais les conditions ont changé et exigent une compréhension de la situation telle qu'elle est actuellement. Posadas a prévu le processus qui se développe en URSS, en analysant celui-ci en tant que régénérescence partielle. Posadas a pris en considération les nouvelles conditions, et a développé l'analyse de Trotsky sur la révolution politique, posant que celle-ci ne se développerait pas nécessairement aujourd'hui de façon sanglante. En partant de cette nouvelle situation, se basant sur la fin du stalinisme et la rencontre inévitable des Etats ouvriers avec le marxisme, il faut considérer également que le monde est "apte pour le communisme".

La fonction de la IVe Internationale, organisée par Posadas, n'est pas de concurrencer les directions des Etats ouvriers, mais de stimuler la vie politique et d'aider à

A HUIT ANS DE LA MORT DU CAMARADE J. POSADAS

Le 25 mai 1981, le cde Posadas mourait. Jusqu'aux dernières heures de sa vie, toutes ses pensées conscientes exprimaient sa confiance dans le socialisme : "la vie n'a pas de sens sans la lutte pour le socialisme, avec toutes ses conséquences". Il communiquait dans tout son travail la confiance dans la capacité des masses à surmonter les obstacles de la bureaucratie, les pénuries et les limitations des Etats ouvriers pour imposer leur unification, dont essentiellement celle de l'Union Soviétique et de la Chine.

Huit ans après sa mort, en Union Soviétique on se met à discuter publiquement la réhabilitation de Trotsky et à rééditer ses œuvres. Le peuple chinois a reçu Gorbatchev avec la profonde décision d'appliquer en Chine également la démocratie soviétique et de changer l'actuelle direction de l'Etat ouvrier. L'unification de la Chine et de l'URSS est à l'ordre du jour.

Ce sont toutes des confirmations des analyses et des prévisions de Posadas, du processus de régénérescence en développement dans tous les Etats ouvriers. La compréhension de ce processus est la base du posadisme. C'est avec la méthode de pensée et d'action que nous a transmise Posadas que notre équipe de camarades continue cette tâche et se prépare pour la rencontre et la fusion entre le posadisme et le mouvement communiste mondial.

Suite page 7